

SENATO DELLA REPUBBLICA

———— XVIII LEGISLATURA ————

Doc. XX
n. 5

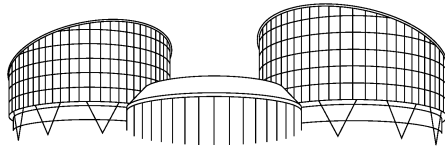
SENTENZA **DELLA CORTE EUROPEA DEI DIRITTI DELL'UOMO**

1° FEBBRAIO 2018

V.C., RICORSO N. 54227/14

(Articolo 5, comma 3, lettera a-bis), della legge 23 agosto 1988, n. 400)

—————
Comunicata alla Presidenza il 3 luglio 2018
—————



EUROPEAN COURT OF HUMAN RIGHTS
COUR EUROPÉENNE DES DROITS DE L'HOMME

PREMIÈRE SECTION

AFFAIRE V.C. c. ITALIE

(Requête n° 54227/14)

ARRÊT

STRASBOURG

1er février 2018

DÉFINITIF

01/05/2018

Cet arrêt est devenu définitif en vertu de l'article 44 § 2 de la Convention. Il peut subir des retouches de forme.

En l'affaire V.C. c. Italie,

La Cour européenne des droits de l'homme (première section), siégeant en une chambre composée de :

Linos-Alexandre Sicilianos, *président*,
Guido Raimondi,
Aleš Pejchal,
Krzysztof Wojtyczek,
Ksenija Turković,
Pauliine Koskelo,
Tim Eicke, *juges*,

et de Renata Degener, *greffière adjointe de section*,

Après en avoir délibéré en chambre du conseil le 12 décembre 2017,

Rend l'arrêt que voici, adopté à cette date :

PROCÉDURE

1. À l'origine de l'affaire se trouve une requête (n° 54227/14) dirigée contre la République italienne et dont une ressortissante de cet État, M^{me} V.C. (« la requérante »), a saisi la Cour le 23 juillet 2014 en vertu de l'article 34 de la Convention de sauvegarde des droits de l'homme et des libertés fondamentales (« la Convention »). Le président de la section a accédé à la demande de non-divulgence de son identité formulée par la requérante (article 47 § 4 du règlement de la Cour).

2. La requérante a été représentée par M^{es} S. Menichetti et C. Carrano, avocats à Rome. Le gouvernement italien (« le Gouvernement ») a été représenté par son agent, M^{me} E. Spatafora, et par son co-agent, M^{me} M. L. Aversano.

3. Le 24 août 2016, la requête a été communiquée au Gouvernement.

EN FAIT**I. LES CIRCONSTANCES DE L'ESPÈCE**

4. La requérante est née en 1997.

5. Après le décès de sa grand-mère, survenu en 2010, la requérante, à l'époque mineure, commença à manifester des signes de détresse. Ses parents demandèrent l'avis d'un psychiatre, qui souligna que leur fille souffrait d'instabilité émotionnelle, alternant des périodes de colère et des périodes d'excitation.

6. Le 19 avril 2013, la requérante participa à une fête où circulaient de la drogue et de l'alcool. La police arriva sur les lieux, saisit la drogue et l'alcool et vérifia l'identité des mineurs présents.

A. La procédure devant le tribunal pour enfants et le placement de la mineure

7. Le 23 avril 2013, le préfet de Rome informa le procureur près le tribunal pour enfants de la même ville (« le tribunal pour enfants ») de l'intervention policière effectuée le 19 avril 2013 et de la présence de la mineure V.C. sur les lieux objet de cette intervention. Une enquête pénale fut ouverte et le procureur près le tribunal pour enfants en fut informé.

8. Le 31 mai 2013, le procureur entendit les parents de V.C. Ces derniers relatèrent les difficultés manifestées par leur enfant et se déclarèrent inquiets pour elle, précisant à cet égard que leur fille se droguait et volait de l'argent à la maison. De plus, ils informèrent le procureur que, selon le psychiatre qui suivait la requérante, elle souffrait d'un trouble bipolaire et d'un trouble du déficit de l'attention dû à l'usage de stupéfiants et elle montrait également des signes d'une personnalité borderline et antisociale.

9. Par la suite, en juin 2013, les parents de V.C. informèrent le procureur qu'ils avaient découvert, sur le compte Facebook de leur fille, qu'un photographe avait pris contact avec celle-ci pour faire des photographies à caractère pornographique. Le Gouvernement soutient que, à cette occasion, les parents ont indiqué au procureur que leur enfant ne souhaitait pas se rendre dans un établissement spécialisé.

10. Le 5 juin 2013, le procureur entendit la mineure, qui déclara qu'elle avait commencé à consommer de la drogue à l'âge de douze ans et qu'elle avait depuis arrêté. L'intéressée indiqua s'opposer à son placement dans un établissement spécialisé ou dans une famille d'accueil.

11. Le 25 juin 2013, la mère de la requérante informa par téléphone le procureur que la situation ne s'était pas améliorée et que la requérante avait été contactée pour faire des photographies à caractère pornographique.

12. Le 2 juillet 2013, le procureur signala au tribunal pour enfants qu'il ressortait des déclarations des parents et des celles de la requérante, qui avait avoué avoir quitté l'école et avoir fait usage de drogue ainsi que des diagnostics effectués par le psychiatre, que V.C. se trouvait dans une situation de danger aux motifs qu'elle ne fréquentait plus l'école et qu'il existait un risque qu'elle fût mêlée à un réseau de prostitution d'enfants, étant donné qu'elle avait été contactée pour faire des photos. Le procureur demanda donc au tribunal pour enfants d'ouvrir une procédure en urgence au sens de l'article 25 du décret royal n° 1404 de 1934, de procéder au placement de la mineure dans un établissement spécialisé et de confier sa garde aux services sociaux.

13. Le 24 juillet 2013, le tribunal désigna un juge (*giudice onorario*) pour entendre la mineure, ses parents et les services sociaux, afin de vérifier l'environnement dans lequel l'enfant se trouvait et de prendre les mesures opportunes pour la protéger.

14. Le 14 octobre 2013, soit près de trois mois plus tard, le tribunal pour enfants convoqua les services sociaux, qui ne se présentèrent pas.

15. Le tribunal convoqua les parents de la mineure pour le 21 octobre 2013. Ceux-ci furent entendus en l'absence des services sociaux et, à cette occasion, ils affirmèrent que leur enfant ne voulait pas être entendue.

16. Le 24 octobre 2013, le procureur demanda au juge de confier la garde de la mineure aux services sociaux et de placer l'intéressée dans un établissement spécialisé.

17. Le 9 décembre 2013, le tribunal pour enfants, après avoir entendu les parents et avoir versé au dossier les conversations que la mineure, laquelle avait refusé d'être étendue, avait eues sur son compte Facebook, et compte tenu que les services sociaux ne s'étaient pas présentés à l'audience, décida qu'il était nécessaire de confier la garde de la requérante aux services sociaux et décida son placement, pour une période initiale de douze mois, dans un établissement spécialisé afin que la mineure, par le biais d'un projet spécifique, pût être aidée à rectifier son comportement, qualifié d'irrégulier, et ainsi retrouver une vie normale.

18. Le 11 décembre 2013, les services sociaux reçurent copie de la décision ainsi prise par le tribunal.

19. Le 17 décembre 2013 eut lieu le premier entretien entre les services sociaux et les parents de la mineure. Lors de cet entretien, ces derniers informèrent les services sociaux qu'il y avait un risque que leur fille fût mêlée à un réseau de prostitution et qu'une enquête pénale était en cours.

20. Le 18 décembre 2013, les services sociaux prirent contact avec le psychiatre qui suivait l'enfant, puis ils rencontrèrent celle-ci.

21. Le 19 décembre 2013, le procureur auprès du tribunal pénal informa le procureur auprès du tribunal pour enfants qu'une enquête pénale était en cours contre deux personnes pour exploitation de la prostitution de la requérante. Cette dernière avait été entendue les 4 et 9 décembre (voir paragraphe 48 ci-dessous).

Le procureur souligna qu'une arrestation des deux suspects était imminente et demanda au procureur auprès du tribunal pour enfants de l'informer des mesures prises pour l'exécution de la décision du tribunal pour enfants du 9 décembre 2013 (paragraphe 17 ci-dessus) étant donné que la requérante devait être entendue dans le cadre l'audience ad hoc (incidente probatorio) (voir paragraphe 51 ci-dessous).

22. Le 20 décembre 2013, la requérante réaffirma ne pas vouloir être placée dans un établissement spécialisé.

23. En janvier 2014, elle donna cependant son consentement à son placement dans un établissement spécialisé.

24. Le 30 janvier 2014, les services sociaux prirent contact avec le service régional compétent en matière d'addiction à la drogue afin d'obtenir des renseignements sur la façon de procéder à un sevrage.

25. Dans la nuit du 30 au 31 janvier 2014, V.C. fut victime d'un viol (*violenza sessuale*) commis par deux personnes (voir paragraphe 54 ci-dessous). Le 31 janvier, la requérante se rendit à l'hôpital avec un officier de police et sa mère pour se faire examiner.

26. Le 6 février 2014, les services sociaux indiquèrent au tribunal pour enfants qu'ils avaient eu plusieurs entretiens avec les parents de V.C., ainsi qu'avec la psychologue et le psychiatre qui suivaient celle-ci. Ils l'informèrent également que la mineure avait accepté la proposition d'être placée dans un établissement spécialisé afin de suivre une cure de désintoxication.

27. Le 7 février 2014, les services sociaux furent informés de l'agression subie par la requérante.

28. Le 19 février 2014, la présidente du tribunal pour enfants demanda en urgence aux services sociaux de l'informer sur les mesures prises en faveur de la mineure. Elle souligna que, compte tenu de l'âge de cette dernière, il était encore possible d'obtenir un changement dans son comportement et qu'il fallait mettre en place un projet afin de la soustraire aux risques auxquels elle était exposée.

29. Le 25 février 2014, n'ayant reçu aucune information sur la situation de la mineure, le tribunal pour enfants demanda aux structures compétentes des services sociaux de préparer un rapport sur les mesures prises en faveur de l'intéressée.

30. Le 13 mars 2014, le service compétent en matière de santé mentale des mineurs informa le tribunal que la requérante avait été diagnostiquée comme étant asociale et toxicomane et qu'elle avait donné son accord à son placement dans un centre de soins (*comunità terapeutica*), et que, par conséquent, il avait demandé au centre V.L. de la prendre en charge.

31. Le 17 mars 2014, le service compétent en matière de toxicodépendances indiqua au tribunal pour enfants que la mineure n'avait pas donné son consentement à son placement et que, en tout état de cause, une expertise psychiatrique était nécessaire avant de procéder à celui-ci.

32. Le 27 mars 2014, les services sociaux demandèrent le placement temporaire de la mineure dans une maison d'accueil. Le 31 mars 2014, la maison d'accueil choisie signala qu'elle n'avait pas de places disponibles.

33. Par un rapport du 3 avril 2014, le service compétent en matière de toxicodépendances informa le tribunal qu'il avait choisi un centre de soins où la mineure aurait pu suivre un parcours de réhabilitation.

34. Le 3 avril 2014, les parents de V.C. demandèrent au tribunal l'exécution de la décision du 9 décembre 2013, qui prévoyait le placement dans un établissement spécialisé afin d'aider la mineure. Ils demandèrent également qu'un curateur fût nommé et que le tribunal prît des mesures urgentes pour protéger leur fille.

35. Le 4 avril 2014, le tribunal pour enfants décida le placement immédiat de la mineure dans le centre de soins Karisma. Cette mesure prit effet le 14 avril 2014.

36. Le 2 juillet 2014, les éducateurs du centre Karisma observèrent que la mineure montrait un comportement difficile dû à une dépendance à la drogue et à l'alcool.

37. Le 19 décembre 2014, le centre de soins Karisma informa les services sociaux que les problèmes de la mineure persistaient et que ses infrastructures n'étaient pas adéquates pour y faire face, compte tenu de la toxicomanie de l'intéressée. Il demanda le transfert de la mineure dans un centre spécialisé compétent dans la prise en charge des mineurs addictifs aux drogues.

38. Les services sociaux ne répondirent pas à cette demande.

39. Le 7 septembre 2015, V.C. quitta le centre Karisma et retourna chez ses parents.

40. Le 22 octobre 2015, les services sociaux firent parvenir un rapport au tribunal pour enfants, dans lequel ils soulignaient que deux entretiens avaient eu lieu avec les parents de la requérante et qu'une expertise psychiatrique avait été menée. Selon l'expert, elle souffrait d'un trouble des capacités arithmétiques et il lui était préconisé de suivre une thérapie pharmacologique.

41. Le 19 mai 2016, le tribunal pour enfants tint une audience, à laquelle les services sociaux ne se présentèrent pas. La requérante fut entendue à cette occasion. Elle relata qu'elle avait recommencé à fréquenter l'école et qu'elle était encore suivie par les services sociaux. Elle indiqua qu'elle avait de nouveaux amis et qu'elle regardait positivement la période passée dans le centre de soins.

42. Le 1^{er} juin 2016, le parquet donna un avis favorable à la continuation du projet mis en place. À cet égard, la requérante affirme qu'aucun projet n'avait en réalité été mis en place.

43. Le 22 décembre 2016, le tribunal pour enfants convoqua deux représentants des services sociaux afin d'être mis au courant de la situation de la mineure. Selon les services sociaux, celle-ci allait mieux et, par conséquent, leur intervention n'était plus nécessaire.

44. Le 10 janvier 2017, le procureur donna un avis favorable à la clôture de la procédure ouverte sur le fondement de l'article 25 du décret royal n° 1404 de 1934.

45. Par une décision du 17 janvier 2017, le tribunal clôtura ladite procédure.

B. La procédure pénale concernant le réseau de prostitution

46. Une enquête sur le réseau de prostitution fut ouverte en avril 2013 ; elle prit fin en décembre 2013.

47. Le 25 septembre 2013, le procureur auprès du tribunal pour enfants signala la situation de la mineure au procureur auprès du tribunal pénal de Rome.

48. La mineure fut entendue les 4 et 9 décembre 2013 dans le cadre de l'enquête pénale. Elle déclara s'être prostituée pour le compte de deux personnes.

49. Le 16 janvier 2014 et le 6 février 2014, deux suspects furent arrêtés.

50. Le 21 janvier 2014, le ministère public entendit à nouveau la requérante.

51. Le 26 mars 2014, dans le cadre de l'audience ad hoc (*incidente probatorio*), la requérante réitéra qu'elle s'était prostituée pour le compte des deux suspects entre août et décembre 2013.

52. Le 17 novembre 2014, le tribunal de Rome condamna les deux suspects respectivement à cinq ans de réclusion et à quatre ans de réclusion pour proxénétisme et à indemniser la requérante, qui s'était constituée partie civile. Selon les juges, les deux coupables avaient exercé une pression sur la requérante pour qu'elle se prostitue, ils avaient tiré profit de la prostitution de la requérante qui était mineure et ils en avaient partagé les gains. Dans sa décision, le tribunal indiqua que la mineure avait été victime d'exploitation sexuelle d'août à décembre 2013 et que les coupables avaient connaissance de son âge.

Le 4 février 2016, la cour d'appel confirma la condamnation.

53. La requérante indique ne pas avoir perçu la somme octroyée par les juridictions à titre d'indemnisation.

C. La procédure pénale concernant le viol de la requérante

54. Une enquête pour viol en réunion (*violenza sessuale di gruppo*) sur la requérante dans la nuit du 30 au 31 janvier 2014, fut ouverte à l'encontre de deux suspects. L'audience préliminaire fut fixée au 6 novembre 2015 devant le tribunal de Rome. Il ressort du dossier qu'une autre audience s'est tenue le 16 février 2016 et que la procédure semble être encore pendante.

II. LE DROIT ET LA PRATIQUE INTERNES PERTINENTS

55. Le décret royal n° 1404 du 20 juillet 1934, converti en la loi n° 835 de 1935, a institué les tribunaux pour enfants. Cette loi a subi des modifications ultérieurement.

56. L'article 25 du décret royal de 1934 prévoit ce qui suit en cas de comportement irrégulier (*irregolare condotta*) d'un mineur :

« Lorsqu'un mineur manifeste une irrégularité dans sa conduite et dans son caractère, le procureur, le responsable des services sociaux, les parents, le tuteur, les organismes d'éducation, de protection et de soutien de l'enfance peuvent informer le tribunal pour enfants, lequel peut effectuer des enquêtes approfondies sur la personnalité du mineur et ordonner, par une décision motivée, la garde aux services sociaux et le placement dans un institut. »

L'article 25 bis dudit décret royal est ainsi libellé :

« L'officiel public qui vient à connaître du fait qu'un mineur se livre à la prostitution ou est victime de violences sexuelles doit informer le procureur près le tribunal pour enfants, lequel déclenche les procédures pour la protection de l'enfant et peut proposer au tribunal la nomination d'un curateur. Le tribunal pour enfants adopte les mesures nécessaires pour le soutien psychologique du mineur et pour sa réinsertion. En cas d'urgence, le tribunal peut procéder d'office. »

L'article 27 de ce même texte dispose ce qui suit :

« Au cas où le tribunal a ordonné la mesure prévue par l'article 25, un procès-verbal est rédigé. Le procès-verbal doit contenir les directives que l'enfant doit suivre (...); dans ledit document peut être ordonné l'éloignement du mineur du domicile familial et doit être indiqué le lieu dans lequel [celui-ci] doit vivre. (...) »

Un membre des services sociaux doit contrôler la conduite du mineur et aider [celui-ci] à dépasser ses difficultés en se mettant en relation avec sa famille (...) Il doit en outre en référer de manière régulière au tribunal en fournissant des nouvelles détaillées sur le comportement du mineur et les personnes qui ont pris soin de lui (...) »

EN DROIT

I. SUR LA RECEVABILITÉ

57. Le Gouvernement argue que la requérante n'a plus la qualité de victime. Il indique à cet égard que les autorités ont pris toutes les mesures nécessaires à sa protection en la plaçant dans un établissement spécialisé, où elle serait restée pendant un an, que les procédures pénales menées contre ses agresseurs ont été conduites à terme et que ses parents se sont constitués parties civiles.

58. En outre, le Gouvernement soutient que la requérante n'a pas épuisé les voies de recours internes au motif que la procédure nationale était encore pendante au moment de l'introduction de la requête.

59. La requérante conteste la thèse du Gouvernement. Elle indique notamment que l'action des autorités a été inefficace et que ses griefs ne portent pas sur les procédures pénales menées contre les personnes poursuivies pour viol et proxénétisme.

60. La Cour estime d'emblée, à l'instar de la requérante, que les griefs de celle-ci ne portent pas sur les procédures pénales pour exploitation sexuelle et viol. S'agissant ensuite de l'exception du Gouvernement tirée du défaut de qualité de victime, la Cour rappelle qu'une décision ou une mesure favorable à un requérant ne suffit en principe à lui retirer la qualité de « victime » que si les autorités nationales ont reconnu, explicitement ou en substance, puis réparé la violation de la Convention (*Eckle c. Allemagne*, 15 juillet 1982, §§ 69 et suiv., série A n° 51, *Amuur c. France*, 25 juin 1996, § 36, *Recueil des arrêts et décisions* 1996-III, *Dalban c. Roumanie* [GC], n° 28114/95, § 44, CEDH 1999-VI, et *Jensen c. Danemark* (déc.), n° 48470/99, CEDH 2001-X). Cette règle vaut même si l'intéressé obtient satisfaction alors que la procédure est déjà engagée devant la Cour ; ainsi le veut le caractère subsidiaire du système des garanties de la Convention (voir, en particulier, *Mikheyeva c. Lettonie* (déc.), n° 50029/99, 12 septembre 2002). La question de savoir si une personne peut encore se prétendre victime d'une violation alléguée de la Convention implique essentiellement pour la Cour de se livrer à un examen *ex post facto* de la situation de la personne concernée (*Scordino c. Italie* (n° 1) [GC], n° 36813/97, § 181, CEDH 2006-V).

61. Se tournant vers les faits de l'espèce, la Cour considère qu'il n'y a eu, dans la présente affaire, ni une reconnaissance implicite de l'existence d'une violation de la Convention ni un dédommagement pour la période pendant laquelle la requérante s'est trouvée dans une situation de vulnérabilité en attendant que les autorités prennent des mesures concrètes afin de la protéger.

62. À la lumière de ce qui précède, la Cour estime que la requérante peut encore se prétendre victime d'une violation des articles 3, 8 et 13 de la Convention. Elle rejette donc l'exception soulevée par le Gouvernement à cet égard.

63. Quant à l'exception tirée du non-épuisement des voies de recours internes, la Cour note tout d'abord que la requérante a introduit sa requête le 23 juillet 2014, alors qu'elle était placée dans un établissement spécialisé, que ledit placement a pris fin en septembre 2015 et que la procédure a été clôturée en janvier 2017 (paragraphe 44 ci-dessus). Elle relève ensuite que la procédure en cause, prévue par le décret royal n° 1404 du 20 juillet 1934, n'était pas susceptible d'offrir le redressement des griefs de la requérante portant sur l'inaction des services sociaux et sur le retard dans la mise en œuvre des mesures de protection. En outre, la Cour constate que les procédures pénales menées pour exploitation sexuelle et viol, qui se sont terminées en 2016 et en 2015 respectivement, ne font pas l'objet de la présente requête. Par conséquent, la Cour considère que la requête ne saurait être rejetée pour défaut d'épuisement des voies de recours internes, malgré le fait que la procédure prévue par le décret royal n° 1404 du 20 juillet 1934

était pendante au moment de l'introduction de la requête. Il s'ensuit que l'exception du Gouvernement doit être rejetée.

64. Constatant que la requête n'est pas manifestement mal fondée au sens de l'article 35 § 3 a) de la Convention et qu'elle ne se heurte par ailleurs à aucun autre motif d'irrecevabilité, la Cour la déclare recevable.

II. SUR LA VIOLATION ALLÉGUÉE DES ARTICLES 3 et 8 DE LA CONVENTION

65. La requérante allègue que, bien que mineure et victime d'un réseau de prostitution, elle n'a pas bénéficié de toutes les mesures de protection nécessaires de la part des autorités italiennes. Elle invoque les articles 3 et 8 de la Convention, qui se lisent ainsi :

Article 3

« Nul ne peut être soumis à la torture ni à des peines ou traitements inhumains ou dégradants. »

Article 8

« 1. Toute personne a droit au respect de sa vie privée et familiale (...) »

A. Arguments de la requérante

66. La requérante soutient que, bien que mineure et vulnérable, elle n'a pas bénéficié des mesures de protection nécessaires de la part de l'État. Les autorités n'auraient pas montré la diligence requise et n'auraient pas pris en compte les risques courus par elle. L'intéressée aurait été laissée sans protection, dans une situation vulnérable, à partir du 20 avril 2013, et ce jusqu'au jour de son placement dans le centre de soins Karisma le 14 avril 2014.

67. La requérante considère que sa protection était primordiale, et que le tribunal pour enfants et les services sociaux compétents l'ont laissée seule et sans défense pendant une certaine période. Elle précise que, au cours de la période ayant vu sa garde être confiée aux services sociaux, elle a souffert d'une absence de contrôle de la part de ces derniers et a été violée. Selon elle, le risque d'agression sexuelle était prévisible.

68. La requérante indique ensuite que ses parents ont demandé l'adoption d'une mesure de protection en juillet 2013, que l'audience devant le tribunal pour enfants a été fixée en octobre 2013 et que la décision sur sa garde et son placement a été prise en décembre 2013. Selon elle, il s'agit là d'un laps de temps très long.

Elle ajoute qu'elle a été victime d'exploitation sexuelle entre août et décembre 2013 et qu'elle a été violée en janvier 2014.

69. Selon la requérante, les autorités n'ont pas fait tout ce que l'on pouvait raisonnablement attendre d'elles pour empêcher la matérialisation d'un risque certain et immédiat pour sa vie dont elles avaient ou auraient dû avoir connaissance.

70. À cet égard, la requérante estime que les autorités sont restées passives. À ce sujet, elle précise que le tribunal pour enfants a ordonné son placement dix mois après la demande faite en ce sens par ses parents et que, une fois la décision adoptée, les services sociaux n'ont pas pris les mesures permettant de la placer rapidement dans un établissement spécialisé. Elle ajoute que le juge a dû demander à deux reprises aux services sociaux d'indiquer quelles mesures avaient été prises pour la protéger (paragraphe 28 et 29 ci-dessus).

71. La requérante indique également que, après son placement dans l'établissement spécialisé, les services sociaux se sont désintéressés de son sort. Ainsi, sa réintégration parmi ses proches aurait été exclusivement décidée par les éducateurs du centre de soins l'ayant accueillie ; les services sociaux n'auraient jamais exprimé aucun avis à ce sujet ; et, après son retour au domicile familial, ils ne se seraient pas occupés de son suivi.

72. La requérante estime que, conformément aux obligations positives découlant de l'article 8 de la Convention, les autorités auraient dû prendre des mesures urgentes. Elle précise que, bien au contraire, lesdites autorités l'ont laissée dans une situation de vulnérabilité alors qu'elles auraient eu connaissance du danger couru par elle. L'inertie des autorités dans un premier temps et celle des services sociaux dans un deuxième temps l'auraient ainsi privée de la protection requise.

73. Par conséquent, pour la requérante, les autorités n'ont pas respecté les obligations positives découlant des articles 3 et 8 de la Convention.

B. Arguments du Gouvernement

74. Le Gouvernement indique avoir adopté toutes les mesures nécessaires afin de trouver une solution dans la présente espèce. Il ajoute que, étant donné la complexité de la situation de la requérante, liée à différents problèmes relatifs entre autres à l'addiction de cette dernière à la drogue, il n'était pas facile de trouver un établissement spécialisé approprié à même d'assurer le suivi de la mineure.

75. Le Gouvernement affirme que, aussitôt le tribunal pour enfants prévenu, par les parents de la requérante, de l'exposition de celle-ci à des dangers, parmi lesquels le risque de tomber dans un réseau de prostitution de mineurs, une enquête pénale a été ouverte et les responsables des faits en cause ont été arrêtés en 2014.

Les autorités auraient donc pris toutes les mesures pour protéger la requérante et pour prévenir des mauvais traitements.

76. Quant à l'agression sexuelle subie par la requérante, le Gouvernement considère qu'elle ne pouvait pas être prévue par les autorités, et ce d'autant plus que, vivant avec ses proches au moment de la commission de cette infraction, la mineure n'aurait pas été exclusivement sous le contrôle de l'État.

77. Par conséquent, le Gouvernement estime que l'agression sexuelle subie par la requérante ne peut pas être considérée comme une conséquence du retard de l'administration dans l'exécution de la décision du tribunal pour enfants.

78. Il est d'avis que cette agression sexuelle était la conséquence d'un comportement imprévisible et que, de plus, les autorités ont fait tout ce qui était en leur pouvoir pour identifier les responsables et les renvoyer en jugement.

79. Le Gouvernement indique ensuite que l'octroi de la garde d'un enfant aux services sociaux n'est pas en soi une mesure de protection et qu'il doit être considéré comme une aide accordée à la famille, étant donné la nécessité d'obtenir le consentement du mineur avant de placer celui-ci dans un institut et de mettre en place une procédure thérapeutique de soutien. Il attire en particulier l'attention de la Cour sur la double finalité poursuivie par la mesure prévue par le décret royal n° 1404 de 1934, converti en la loi n° 835 de 1935 : cette mesure serait destinée, d'une part, à garantir le droit à l'éducation des enfants en difficulté et, d'autre part, à prévenir la délinquance juvénile.

80. Quant au grief tiré de l'article 8 de la Convention, le Gouvernement soutient que les autorités ont pris toutes les mesures nécessaires afin de protéger la mineure dès la prise de connaissance par elles des risques courus par cette dernière.

81. Il précise que les autorités ont entendu la requérante et ses parents plusieurs fois afin d'essayer de choisir la structure la plus apte à prendre en charge l'intéressée et que plusieurs des structures pressenties n'étaient pas en mesure d'héberger celle-ci.

82. Le Gouvernement estime que les autorités ont pris toutes les mesures nécessaires, puisqu'elles auraient immédiatement ouvert une enquête pour exploitation sexuelle et auraient condamné les responsables de cette infraction et identifié les auteurs de l'agression sexuelle subie par la requérante. Se référant à l'arrêt rendu par la Cour dans l'affaire *O'Keefe c. Irlande* ([GC], n° 35810/09, §§ 191-192, CEDH 2014 (extraits)), il affirme que le grief tiré de l'article 8 de la Convention ne soulève aucune question distincte de celle posée sous l'angle de l'article 3 de la Convention.

C. Appréciation de la Cour

1. Applicabilité de l'article 3 de la Convention

83. Pour tomber sous le coup de l'article 3 de la Convention, un mauvais traitement doit atteindre un minimum de gravité. L'appréciation de ce minimum dépend de l'ensemble des données de la cause, notamment de la durée du traitement et de ses effets physiques ou mentaux, ainsi que, parfois, du sexe, de l'âge, de l'état de santé de la victime, etc. (*idem*, § 86), étant entendu que la circonstance qu'un traitement n'avait pas pour but d'humilier ou de rabaisser la victime n'exclut pas de façon définitive un constat de violation de l'article 3 (voir, entre autres, *V. c. Royaume-Uni* [GC], n° 24888/94, § 71, CEDH 1999-IX). Doit également être pris en compte le contexte dans lequel le traitement a été infligé, telles une atmosphère de vive tension et à forte charge émotionnelle (comparer, par exemple, avec *Selmouni, précité*, § 104 ; voir aussi, notamment, *Gäfgen, précité*, § 88) et l'éventuelle situation de vulnérabilité dans laquelle pourrait se trouver la victime (*Khlaifia et autres c. Italie* [GC], n° 16483/12, § 160, CEDH 2016)

84. En l'espèce, la Cour rappelle qu'il n'est pas contesté, dans le cas d'espèce, que la requérante se trouvait dans une situation de vulnérabilité : elle estime, par conséquent, que la requérante peut être considérée comme relevant de la catégorie des « personnes vulnérables » qui ont droit à la protection de l'État (*A. c. Royaume-Uni*, 23 septembre 1998, § 22, *Recueil* 1998-VI). À cet égard, elle prend acte des violences que la requérante a subies, ayant été victime d'exploitation sexuelle au cours de la période allant de fin août à décembre 2013 et d'un viol en janvier 2014. Elle relève, en outre, que les violences infligées à l'intéressée, qui se sont traduites par des atteintes corporelles et des pressions psychologiques, sont suffisamment graves pour atteindre le degré de gravité nécessaire pour relever de l'article 3 de la Convention et que, dès lors, cette disposition est applicable en l'espèce.

2. Applicabilité de l'article 8 de la Convention

85. La Cour relève que l'applicabilité de l'article 8 de la Convention n'est pas contestée entre les parties. Elle estime qu'il ne fait aucun doute que les violences subies par la requérante, qui portaient atteinte au droit de celle-ci au respect de son intégrité physique (*M.P. et autres c. Bulgarie*, n° 22457/08, § 110, 15 novembre 2011), ont été source de perturbations dans le déroulement de la vie quotidienne de l'intéressée et ont porté atteinte à sa vie privée. En outre, elle rappelle avoir déjà jugé que l'intégrité physique et morale d'un individu est englobée dans la notion de vie privée, laquelle s'étend aussi aux relations des individus entre eux. Il paraît d'ailleurs n'y avoir aucune raison de principe de considérer la notion de

« vie privée » comme excluant les atteintes à l'intégrité physique (*M.C.*, précité § 150).

86. Il s'ensuit que cette disposition est applicable aux circonstances de l'espèce.

3. Conclusion

87. Compte tenu de ce qui précède ainsi que de la nature et de la substance des griefs exprimés par la requérante en l'espèce, la Cour estime qu'il convient de les examiner sous l'angle des articles 3 et 8 de la Convention.

4. Sur la violation des articles 3 et 8 de la Convention

a) Principes applicables

88. La Cour rappelle d'emblée que l'interdiction des traitements inhumains et dégradants est une valeur fondamentale des sociétés démocratiques (voir, parmi beaucoup d'autres, *Selmouni c. France* [GC], n° 25803/94, § 95, CEDH 1999-V, *Gäfgen c. Allemagne* [GC], n° 22978/05, § 87, CEDH 2010, *El-Masri c. l'ex-République yougoslave de Macédoine* [GC], n° 39630/09, § 195, CEDH 2012, et *Mocanu et autres c. Roumanie* [GC], n°s 10865/09, 45886/07 et 32431/08, § 315, CEDH 2014 (extraits)). Il s'agit également d'une valeur de civilisation étroitement liée au respect de la dignité humaine, qui se trouve au cœur même de la Convention (*Bouyid c. Belgique* [GC], n° 23380/09, §§ 81 et 89-90, CEDH 2015). L'interdiction en question a un caractère absolu, car elle ne souffre nulle dérogation, même en cas de danger public menaçant la vie de la nation, et même dans les circonstances les plus difficiles, telle la lutte contre le terrorisme et le crime organisé, quel que soit le comportement de la personne concernée (voir, notamment, *Géorgie c. Russie (I)* [GC], n° 13255/07, § 192, CEDH 2014 (extraits), *Svinarenko et Slyadnev c. Russie* [GC], n°s 32541/08 et 43441/08, § 113, CEDH 2014 (extraits), et *Bouyid*, précité, § 81).

89. La Cour rappelle que, combinée avec l'article 3, l'obligation que l'article 1 de la Convention impose aux Hautes Parties contractantes de garantir à toute personne relevant de leur juridiction les droits et libertés consacrés par la Convention leur commande de prendre des mesures propres à empêcher que lesdites personnes ne soient soumises à des mauvais traitements, même administrés par des particuliers (*A. c. Royaume-Uni*, précité, § 22, *Z et autres c. Royaume-Uni* [GC], n° 29392/95, §§ 73-75, CEDH 2001-V, *E. et autres c. Royaume-Uni*, n° 33218/96, 26 novembre 2002, et *M.C. c. Bulgarie*, n° 39272/98, § 149, CEDH 2003-XII). Ces mesures doivent fournir une protection effective notamment s'agissant des enfants, qui sont particulièrement vulnérables, face à diverses formes de violence, et inclure des mesures raisonnables visant à empêcher les mauvais traitements dont les autorités avaient ou auraient dû avoir connaissance ainsi

qu'une prévention efficace mettant les mineurs à l'abri de formes aussi graves d'atteinte à l'intégrité de la personne (voir, mutatis mutandis, *Osman c. Royaume-Uni*, 28 octobre 1998, § 116, Recueil 1998-VIII, et *E. et autres c. Royaume-Uni*, no 33218/96, § 88, 26 novembre 2002, *Z et autres*, précité, § 73, et *M.P. et autres*, précité, § 108). Pareilles mesures doivent viser à garantir le respect de la dignité humaine et la protection de l'intérêt supérieur de l'enfant (*C.A.S. et C.S. c. Roumanie*, n° 26692/05, § 82, 20 mars 2012, et *Pretty c. Royaume-Uni*, n° 2346/02, § 65, CEDH 2002-III).

90. Eu égard aux difficultés pour la police d'exercer ses fonctions dans les sociétés contemporaines, à l'imprévisibilité du comportement humain et aux choix opérationnels à faire en termes de priorités et de ressources, il faut toutefois interpréter cette obligation positive de manière à ne pas imposer aux autorités un fardeau insupportable ou excessif. Toute menace présumée contre la vie n'oblige pas les autorités, au regard de la Convention, à prendre des mesures concrètes pour en prévenir la réalisation. Pour que l'on puisse parler d'une obligation positive, il doit être établi que les autorités avaient ou auraient dû avoir connaissance à l'époque de l'existence d'un risque réel et immédiat pour un individu identifié de subir des mauvais traitements du fait des actes criminels d'un tiers et qu'elles sont restées en défaut de prendre, dans le cadre de leurs pouvoirs, des mesures qui auraient raisonnablement pu être réputées de nature à éviter ce risque. Une autre considération pertinente est la nécessité de s'assurer que la police exerce son pouvoir de juguler et de prévenir la criminalité en respectant pleinement les voies légales et autres garanties qui limitent légitimement l'étendue de ses actes d'investigations criminelles et de traduction des délinquants en justice, y compris les garanties figurant à l'article 8 de la Convention (*Dorđević c. Croatie*, n° 41526/10, §§ 139, CEDH 2012 et les citations qui y sont contenues).

91. Pour ce qui est de la protection de l'intégrité physique et morale d'un individu face à autrui, la Cour a déjà dit que les obligations positives qui pèsent sur les autorités – dans certains cas en vertu de l'article 2 ou de l'article 3 de la Convention, et dans d'autres cas en vertu de l'article 8, considéré seul ou combiné avec l'article 3 de la Convention – peuvent comporter un devoir de mettre en place et d'appliquer en pratique un cadre juridique adapté offrant une protection contre les actes de violence pouvant être commis par des particuliers (voir, parmi d'autres, *Osman c. Royaume-Uni*, 28 octobre 1998, §§ 128-130, Recueil 1998-VIII, *Bevacqua et S. c. Bulgarie*, n° 71127/01, § 65, 12 juin 2008, *Sandra Janković c. Croatie*, n° 38478/05, § 45, 5 mars 2009, *A c. Croatie*, n° 55164/08, § 60, 14 octobre 2010, et *Dorđević*, précité, §§ 141-143.).

92. Cela étant, il n'entre pas dans les attributions de la Cour de se substituer aux autorités nationales et d'effectuer à la place de celles-ci un choix parmi le large éventail de mesures propres à garantir le respect des obligations positives que l'article 3 de la Convention leur impose (*idem*, § 165). Par ailleurs, en vertu de l'article 19 de la Convention et du principe voulant que le but de celle-ci consiste à garantir des droits non pas théoriques ou illusoires, mais concrets et effectifs, la Cour doit veiller à ce que les États s'acquittent correctement de leur obligation de protéger les droits des personnes placées sous leur juridiction (*Sandra Janković*, précité, § 46, et *Hajduová c. Slovaquie*, n° 2660/03, § 47, 30 novembre 2010). La question de l'adéquation de la réponse des autorités peut soulever un problème au regard de la Convention (*Bevacqua et S.*, précité, § 79).

93. L'obligation positive de protéger l'intégrité physique de l'individu s'étend aux questions concernant l'effectivité d'une enquête pénale, ce qui ne saurait être limité aux seuls cas de mauvais traitements infligés par des agents de l'État (*M.C.*, précité, § 151.).

94. Cet aspect de l'obligation positive ne requiert pas nécessairement une condamnation mais l'application effective des lois, notamment pénales, pour assurer la protection des droits garantis par l'article 3 de la Convention (*M.G. c. Turquie*, n° 646/10, § 80, 22 mars 2016).

95. Une exigence de célérité et de diligence raisonnable est implicite dans l'obligation d'enquêter. Les mécanismes de protection prévus en droit interne doivent fonctionner en pratique dans des délais raisonnables permettant de conclure l'examen au fond des affaires concrètes qui sont soumises aux autorités (*Opuz c. Turquie*, n° 33401/02, §§ 150-151, CEDH 2009). En effet, l'obligation de l'État au regard de l'article 3 de la Convention ne peut être réputée satisfaite si les mécanismes de protection prévus en droit interne n'existent qu'en théorie : il faut surtout qu'ils fonctionnent effectivement en pratique, ce qui suppose un examen de l'affaire prompt et sans retard inutile.

b) Application à l'espèce des principes susmentionnés

96. Dans la présente affaire, il ne fait aucun doute que les violences subies par la requérante, rentrent dans le champ d'application de l'article 3 de la Convention et constituent une ingérence dans le droit de celle-ci au respect de son intégrité physique, tel que garanti par l'article 8 de la Convention.

97. La Cour doit rechercher si la législation et son application en l'espèce, associée à l'inaction alléguée des services sociaux, ont été défaillantes au point d'emporter violation des obligations positives qui incombent à l'État défendeur en vertu des articles 3 et 8 de la Convention.

98. La question principale qui se pose en l'espèce est donc de savoir si les autorités ont pris toutes les mesures nécessaires pour prévenir les violences auxquelles la requérante était exposée et à protéger son intégrité physique.

99. La Cour va rechercher tout d'abord si les autorités compétentes étaient ou auraient dû être au fait de la situation de vulnérabilité de la requérante.

100. À cet égard, la Cour constate qu'il ressort du dossier que, dès avril 2013, les autorités avaient connaissance de la conduite irrégulière de la mineure, qui avait été trouvée en possession d'alcool et de drogue, puisque le procureur près le tribunal pour enfants avait été alerté de cette situation.

101. Elle note aussi que, en mai et juin 2013, les parents de la mineure ont informé les autorités de la situation de détresse dans laquelle se trouvait leur fille, qui souffrait d'un trouble bipolaire ainsi que d'un trouble du déficit de l'attention et montrait également des signes d'une personnalité borderline et antisociale (voir paragraphe 8 ci-dessus). Ils ont également évoqué, pièces à l'appui, le risque que celle-ci ne tombât dans un réseau de prostitution.

102. Au vu de ces éléments, la Cour est convaincue que les autorités nationales étaient à connaissance de la situation de vulnérabilité de la mineure et du risque réel et immédiat qu'elle encourait. Elle va donc rechercher si ces mêmes autorités ont, eu égard aux circonstances de l'espèce, pris toutes les mesures raisonnables pour protéger la requérante, et ce dès que les risques courus par celle-ci ont été portés à leur connaissance.

103. La Cour relève ainsi que les autorités ont immédiatement déclenché une enquête pénale, mais qu'aucune mesure de protection n'a été prise à l'égard de la requérante, qui, à l'époque, était âgée de quinze ans. En effet, bien que le procureur ait, dès le 2 juillet 2013 (paragraphe 12 ci-dessus), demandé l'ouverture d'une procédure urgente ainsi que le placement de la mineure dans un établissement spécialisé et l'octroi de sa garde aux services sociaux, le tribunal pour enfants a mis plus de quatre mois pour prendre une décision.

104. La Cour note également qu'il ressort de la procédure pénale relative au réseau de prostitution que, pendant la période en cause, la mineure a été victime d'exploitation sexuelle (paragraphe 52 ci-dessus) : la requérante était donc amenée à se prostituer et une partie de ses gains étaient dus aux agissements des deux membres du réseau de prostitution.

105. La Cour observe que, à la suite de la décision du tribunal pour enfants de décembre 2013, les services sociaux ont mis plus de quatre mois pour mettre en œuvre le placement de la mineure, nonobstant des demandes faites en ce sens par les parents de cette dernière et deux demandes d'information urgentes formulées par le tribunal pour enfants (paragraphe 28 et 29 ci-dessus).

106. La Cour note que, dans l'intervalle, la mineure a été victime d'un viol (paragraphe 25 ci-dessus), qu'une enquête pénale pour viol en réunion a été ouverte à ce sujet, que les auteurs présumés de l'infraction ont été identifiés et que la procédure est pendante devant le tribunal de Rome (voir paragraphe 54 ci-dessus).

107. La Cour estime que, en ce qui concerne l'évaluation du respect par l'État de ses obligations découlant des articles 3 et 8 de la Convention, un poids considérable doit être donné aux efforts déployés par les services sociaux et/ou de protection de l'enfance afin de prendre les mesures pour protéger le mineur (voir, *mutatis mutandis*. *M.P. et autres*, précité, § 116).

108. En l'espèce, la Cour observe qu'il a fallu quatre mois au tribunal pour enfants, à compter du jour où il a eu connaissance de la situation difficile et dangereuse dans laquelle se trouvait la requérante, (voir paragraphe 12 ci-dessus) pour adopter les mesures de protection prévues par la loi et demandées par le procureur, alors que les risques que la mineure fût victime d'exploitation sexuelle étaient connus, étant donné qu'une enquête pénale était en cours et que les parents de la mineure avaient informé les autorités.

109. La Cour n'est pas convaincue par l'argument du Gouvernement selon lequel, à défaut de consentement de la mineure, le placement, dans un établissement, tel que ordonné par le tribunal dans sa décision du 9 décembre 2013 (voir paragraphe 17 ci-dessus), n'était pas possible. À supposer même que tel était le cas, la Cour note à cet égard que, si la mineure avait refusé d'être placée en décembre 2013 (paragraphe 22 ci-dessus), elle a donné son consentement en janvier 2014 (paragraphe 23 ci-dessus), soit trois mois avant son placement dans le centre Karisma (paragraphe 35 ci-dessus). La Cour en conclut que l'absence, à un moment donné, de consentement ne dispensait pas, à elle seule, l'État de prendre rapidement des mesures de protection d'un mineur adéquates et suffisantes, et susceptibles d'assurer la conformité avec les obligations positives imposées par les articles 3 et 8 de la Convention.

Par ailleurs, eu égard au comportement des services sociaux qui ne se présentaient pas aux audiences (paragraphe 14 et 15 ci-dessus) et au temps qu'ils ont mis à choisir un établissement d'accueil – et ce malgré le caractère urgent de la demande formulée par la présidente du tribunal quant aux mesures prises en faveur de la mineure, qui se trouvait dans une situation difficile –, la Cour conclut à un manque d'implication réelle desdits services dans l'exécution de la décision du tribunal pour enfants.

110. Pour la Cour, il incombait aux instances nationales de tenir compte de la situation de vulnérabilité particulière, morale et physique, dans laquelle se trouvait la requérante et d'apprécier la situation en conséquence, en prenant des mesures de protection adéquates dans un bref délai. Cela n'a pas été le cas en l'espèce.

111. La Cour constate que, contrairement aux juridictions pénales qui ont agi rapidement, en réalité les autorités compétentes (tribunal pour enfants et services sociaux) n'ont adopté aucune mesure de protection dans un bref délai alors qu'elles savaient que la requérante était vulnérable, qu'une procédure pour exploitation sexuelle la concernant était encore pendante et qu'une enquête pour viol en réunion était en cours. Ce faisant, les autorités n'ont procédé à aucune appréciation des risques courus par la requérante.

112. Dans ces circonstances, la Cour considère que les autorités ne sauraient passer pour avoir fait preuve de la diligence requise. Dès lors, elle estime qu'elles n'ont pas pris, en temps utile, toutes les mesures raisonnables pour empêcher les exactions dont la requérante a été victime.

113. Partant, la Cour conclut à la violation des articles 3 et 8 de la Convention.

III. SUR LA VIOLATION ALLÉGUÉE DE L'ARTICLE 13 DE LA CONVENTION

114. La requérante allègue ne pas avoir disposé d'un recours en droit interne pour se plaindre des violations subies par elle. Elle invoque l'article 13 de la Convention, qui est ainsi libellé :

« Toute personne dont les droits et libertés reconnus dans la (...) Convention ont été violés a droit à l'octroi d'un recours effectif devant une instance nationale, alors même que la violation aurait été commise par des personnes agissant dans l'exercice de leurs fonctions officielles. »

115. Le Gouvernement conteste cette thèse.

116. Eu égard au constat de violation auquel elle est parvenue sous l'angle des articles 3 et 8 de la Convention (paragraphe 113 ci-dessus), la Cour estime avoir examiné la question juridique principale posée par la présente espèce. Compte tenu de l'ensemble des faits de la cause et des arguments des parties, elle juge qu'il n'est pas nécessaire d'examiner les mêmes faits sur le terrain de l'article 13 de la Convention (*Centre de ressources juridiques au nom de Valentin Câmpeanu c. Roumanie* [GC], n° 47848/08, § 156, CEDH 2014 et les citations qui y sont contenues).

IV. SUR L'APPLICATION DE L'ARTICLE 41 DE LA CONVENTION

117. Aux termes de l'article 41 de la Convention,

« Si la Cour déclare qu'il y a eu violation de la Convention ou de ses Protocoles, et si le droit interne de la Haute Partie contractante ne permet d'effacer qu'imparfaitement les conséquences de cette violation, la Cour accorde à la partie lésée, s'il y a lieu, une satisfaction équitable. »

A. Dommage

118. La requérante réclame 150 000 euros (EUR) au titre du préjudice moral qu'elle dit avoir subi.

119. Le Gouvernement conteste cette demande.

120. La Cour considère qu'il y a lieu d'octroyer à la requérante 30 000 EUR pour dommage moral.

B. Frais et dépens

121. Justificatifs à l'appui, la requérante demande également 4 152 000 EUR pour les frais et dépens engagés devant les juridictions internes et 19 153,65 EUR pour ceux engagés devant la Cour.

122. Le Gouvernement conteste la prétention formulée par la requérante, arguant que celle-ci n'a pas démontré avoir exposé les frais et dépens réclamés.

123. Selon la jurisprudence de la Cour, un requérant ne peut obtenir le remboursement de ses frais et dépens que dans la mesure où se trouvent établis leur réalité, leur nécessité et le caractère raisonnable de leur taux. En l'espèce, compte tenu des documents dont elle dispose et de sa jurisprudence, la Cour rejette la demande relative aux frais et dépens de la procédure nationale. En revanche, elle estime raisonnable la somme de 10 000 EUR pour la procédure devant elle et l'accorde à la requérante.

C. Intérêts moratoires

124. La Cour juge approprié de calquer le taux des intérêts moratoires sur le taux d'intérêt de la facilité de prêt marginal de la Banque centrale européenne majoré de trois points de pourcentage.

PAR CES MOTIFS, LA COUR, À L'UNANIMITÉ,

1. *Déclare* la requête recevable ;
2. *Dit* qu'il y a eu violation des articles 3 et 8 de la Convention ;
3. *Dit* qu'il n'y a pas lieu d'examiner le grief tiré de l'article 13 de la Convention ;
4. *Dit*
 - a) que l'État défendeur doit verser à la requérante, dans les trois mois à compter du jour où l'arrêt sera devenu définitif conformément à l'article 44 § 2 de la Convention, les sommes suivantes :
 - i. 30 000 EUR (trente mille euros), plus tout montant pouvant être dû à titre d'impôt, pour dommage moral,
 - ii. 10 000 EUR (dix mille euros), plus tout montant pouvant être dû par la requérante à titre d'impôt, pour frais et dépens ;
 - b) qu'à compter de l'expiration dudit délai et jusqu'au versement, ces montants seront à majorer d'un intérêt simple à un taux égal à celui de la facilité de prêt marginal de la Banque centrale européenne applicable pendant cette période, augmenté de trois points de pourcentage ;
5. *Rejette* la demande de satisfaction équitable pour le surplus.

Fait en français, puis communiqué par écrit le 1^{er} février 2018, en application de l'article 77 §§ 2 et 3 du règlement de la Cour.

Renata Degener
Greffière adjointe

Linos-Alexandre Sicilianos
Président

Au présent arrêt se trouve joint, conformément aux articles 45 § 2 de la Convention et 74 § 2 du règlement, l'exposé de l'opinion séparée du juge Wojtyczek.

L.A.S.
R.D.

OPINION CONCORDANTE DU JUGE WOJTYCZEK

1. Je suis d'accord avec mes collègues concernant le dispositif du jugement rendu dans la présente affaire, mais je souhaite néanmoins ajouter quelques nuances concernant la motivation.

2. La présente cause concerne une mineure âgée de 17 ans au moment de l'introduction de la requête. Le libellé de la motivation peut susciter des doutes concernant la recevabilité de la requête.

Normalement, les mineurs sont représentés par leurs parents, lesquels prennent les décisions concernant l'utilisation des voies légales pour faire valoir les droits de leurs enfants. Il appartient notamment aux parents de décider de l'introduction auprès de la Cour d'une requête concernant les droits de leurs enfants. Je note dans ce contexte que la requête introduite au nom de la requérante a été dûment signée par les deux parents. La requête est donc recevable. Je constate aussi que la requérante, après avoir atteint la majorité, a exprimé – de différentes façons – son souhait de poursuivre la procédure devant la Cour.

3. La tâche de protéger les enfants contre les exactions liées à l'usage de la drogue et à la prostitution revient en premier lieu aux parents, le rôle de l'État étant avant tout de renforcer l'autorité parentale et d'aider les parents à exercer celle-ci de façon efficace. La difficulté de la présente affaire est liée à l'incapacité des parents de protéger leur fille de la drogue et de la prostitution.

Dans la motivation du jugement, la Cour a exprimé l'opinion selon laquelle les autorités italiennes n'ont pas pris toutes les mesures raisonnables pour empêcher les exactions dont la requérante a été victime. En même temps, elle indique implicitement que la mesure adéquate était le placement de l'intéressée dans le centre Karisma. Cette solution n'est toutefois pas sans poser problème.

Il faut noter en premier lieu que, si les parents ont demandé aux autorités d'agir, ceux-ci semblent n'avoir accepté le placement de leur fille que le 3 avril 2014. De plus, il faut souligner que la mesure préconisée a conduit à limiter considérablement la liberté de la requérante et que l'intéressée s'y est opposée jusqu'en janvier 2014. La requête revient à reprocher aux autorités italiennes de ne pas avoir agi contre la volonté de la requérante en tant que mineure et de ne pas avoir limité la liberté personnelle de l'intéressée. Autrement dit, la requérante se plaint du fait que les autorités ont failli à la protéger non seulement face aux tiers, mais aussi contre elle-même. Il est indéniable que les parents et, le cas échéant, les autorités, peuvent et doivent protéger un mineur contre lui-même si son intérêt l'exige. Toutefois, il est difficile sinon impossible de soigner efficacement la toxicomanie sans obtenir la coopération du patient, même adolescent, et surtout sans gagner sa confiance. Les autorités italiennes ont donc été confrontées à une situation particulièrement difficile.

D'un autre côté, les autorités ont indéniablement failli à la première obligation dans cette affaire, qui était de conduire la procédure devant le tribunal pour enfants avec la célérité requise et de statuer dans cette affaire. Il ressort du dossier que les services compétents n'ont pas essayé d'apporter aux parents un conseil psychologique approprié et l'aide nécessaire avant de demander des restrictions à l'autorité parentale. De plus, il n'a pas été établi que les différents services ont développé les efforts requis pour essayer de convaincre la requérante de la nécessité d'un traitement contre la toxicomanie et de gagner sa confiance. Ces considérations sont suffisantes pour conclure à une violation de la Convention dans les circonstances de la présente affaire.

CORTE EUROPEA DEI DIRITTI DELL'UOMO

PRIMA SEZIONE

CAUSA V.C. c. ITALIA

(Ricorso n. 54227/14)

SENTENZA

STRASBURGO

1° febbraio 2018

Questa sentenza diverrà definitiva alle condizioni definite nell'articolo 44 § 2 della Convenzione. Può subire modifiche di forma.

Nella causa V.C. c. Italia,

La Corte europea dei diritti dell'uomo (prima sezione), riunita in una camera composta da:

Linos-Alexandre Sicilianos, presidente,

Guido Raimondi,

Aleš Pejchal,

Krzysztof Wojtyczek,

Ksenija Turković,

Pauliine Koskelo,

Tim Eicke, giudici,

e da Renata Degener, cancelliere aggiunto di sezione,

Dopo avere deliberato in camera di consiglio il 12 dicembre 2017,

Pronuncia la seguente sentenza, adottata in tale data:

PROCEDURA

1. All'origine della causa vi è un ricorso (n. 54227/14) proposto contro la Repubblica italiana con cui una cittadina di questo Stato, la sig.ra V.C. («la ricorrente»), ha adito la Corte il 23 luglio 2014 ai sensi dell'articolo 34 della Convenzione per la salvaguardia dei diritti dell'uomo e delle libertà fondamentali («la Convenzione»). Il presidente della sezione ha accolto la richiesta formulata dalla ricorrente di non divulgare la sua identità (articolo 47 § 4 del regolamento della Corte).

2. La ricorrente è stata rappresentata dagli avvocati S. Menichetti e C. Carrano, del foro di Roma. Il governo italiano («il Governo») è stato rappresentato dal suo agente E. Spatafora, e dal suo co-agente M. L. Aversano.

3. Il 24 agosto 2016, il ricorso è stato comunicato al Governo.

IN FATTO

I. LE CIRCOSTANZE DEL CASO DI SPECIE

4. La ricorrente è nata nel 1997.

5. Dopo la morte della nonna, sopraggiunta nel 2010, la ricorrente, all'epoca minorenni, cominciò a mostrare segni di disagio. I suoi genitori chiesero il parere di uno psichiatra, il quale rilevò che la loro figlia presentava una instabilità emotiva, alternando periodi di rabbia a periodi di eccitamento.

6. Il 19 aprile 2013 la ricorrente partecipò ad una festa in cui circolavano droga e alcol. La polizia intervenne, sequestrò la droga e l'alcol e verificò l'identità dei minorenni presenti.

A. La procedura dinanzi al tribunale per i minorenni e l'affidamento della minore

7. Il 23 aprile 2013, la questura di Roma informò la procura presso il tribunale per i minorenni di Roma («il tribunale per i minorenni») dell'intervento effettuato dalla polizia il 19 aprile 2013 e della presenza della minore V.C. sui luoghi oggetto di questo intervento. Fu avviata un'inchiesta penale e ne fu informato il procuratore presso il tribunale per i minorenni.

8. Il 31 maggio 2013 il procuratore ascoltò i genitori di V.C. Questi ultimi riferirono le difficoltà manifestate dalla figlia e si dichiararono preoccupati per lei, precisando a questo riguardo che la figlia si drogava e rubava soldi in casa. Inoltre, informarono il procuratore che, secondo lo psichiatra che seguiva la ricorrente, quest'ultima soffriva di un disturbo bipolare e di un disturbo da deficit di attenzione dovuto all'uso di sostanze stupefacenti e mostrava anche dei segni di una personalità borderline e antisociale.

9. Successivamente, nel giugno 2013, i genitori di V.C. informarono il procuratore di aver scoperto, sull'account Facebook della figlia, che un fotografo aveva preso contatto con lei per fare foto a carattere pornografico. Il Governo sostiene che, in questa occasione, i genitori hanno comunicato al pubblico ministero che la loro figlia non desiderava andare in un istituto.

10. Il 5 giugno 2013, il pubblico ministero ascoltò la minore, la quale dichiarò che aveva cominciato a fare uso di droga all'età di dodici anni e poi aveva smesso. L'interessata dichiarò di opporsi al suo collocamento in una struttura idonea o in una famiglia di accoglienza.

11. Il 25 giugno 2013, la madre della ricorrente informò telefonicamente il procuratore che la situazione non era migliorata e che la ricorrente era stata contattata per fare delle fotografie a carattere pornografico.

12. Il 2 luglio 2013 il procuratore segnalò al tribunale per i minorenni che, dalle dichiarazioni dei genitori e da quelle della ricorrente, la quale aveva confessato di aver abbandonato la scuola e di aver fatto uso di droga, nonché dalla diagnosi eseguita dallo psichiatra, V.C. si trovava in una situazione di pericolo in quanto non frequentava più la

scuola e esisteva il rischio che potesse essere coinvolta in una rete di prostituzione di minori, visto che era stata contattata per fare delle foto. Il procuratore chiese pertanto al tribunale per i minorenni di avviare un procedimento in via d'urgenza ai sensi dell'articolo 25 del regio decreto n. 1404 del 1934, di procedere all'inserimento della minore in una idonea struttura e di affidarla ai servizi sociali.

13. Il 24 luglio 2013 il tribunale designò un giudice onorario per ascoltare la minore, i suoi genitori e i servizi sociali, per verificare l'ambiente in cui la minore si trovava e adottare le misure appropriate per proteggerla.

14. Il 14 ottobre 2013, ossia quasi tre mesi dopo, il tribunale per i minorenni convocò i servizi sociali che non si presentarono.

15. Il tribunale convocò i genitori della minore per il 21 ottobre 2013. Questi ultimi furono ascoltati senza i servizi sociali e, in questa occasione, affermarono che la loro figlia non voleva essere sentita.

16. Il 24 ottobre 2013 il procuratore chiese al giudice di affidare la minore ai servizi sociali e di collocare l'interessata in una struttura idonea.

17. Il 9 dicembre 2013 il tribunale per i minorenni, dopo aver sentito i genitori e inserito nel fascicolo le conversazioni che la minore, che si era rifiutata di essere sentita, aveva avuto sul suo account Facebook e, tenuto conto che i servizi sociali non si erano presentati in udienza, decise che era necessario affidare la ricorrente ai servizi sociali e ordinò che fosse inserita, per un periodo iniziale di dodici mesi, in una struttura idonea affinché la minore, attraverso uno specifico progetto, potesse essere aiutata a correggere il suo comportamento, qualificato irregolare, e ritrovare così una vita normale.

18. L'11 dicembre 2013 i servizi sociali ricevettero copia della decisione presa dal tribunale.

19. Il 17 dicembre 2013 si svolse il primo colloquio tra i servizi sociali e i genitori della minore. In occasione di tale colloquio, questi ultimi informarono i servizi sociali che vi era il rischio che la loro figlia fosse coinvolta in una rete di prostituzione e che era in corso un'indagine penale.

20. Il 18 dicembre 2013 i servizi sociali si misero in contatto con lo psichiatra che seguiva la minore, poi incontrarono quest'ultima.

21. Il 19 dicembre 2013 il procuratore presso il tribunale penale informò il procuratore presso il tribunale per i minorenni che era in corso una indagine penale a carico di due persone per sfruttamento della prostituzione della ricorrente. Quest'ultima era stata sentita il 4 e il 9 dicembre (si veda il paragrafo 48 infra). Il procuratore sottolineò che l'arresto dei due indagati era imminente e chiese al procuratore presso il tribunale per i minorenni di informarlo delle misure adottate ai fini dell'esecuzione della decisione del tribunale per i minorenni del 9 dicembre 2013 (paragrafo 17 supra) dal momento che la ricorrente doveva essere sentita nell'ambito dell'incidente probatorio (si veda il paragrafo 51 infra).

22. Il 20 dicembre 2013 la ricorrente ribadì di non voler essere inserita in una struttura idonea.

23. Nel gennaio 2014 la ricorrente acconsentì tuttavia ad essere collocata in una struttura idonea.

24. Il 30 gennaio 2014 i servizi sociali si misero in contatto con il servizio regionale per le tossicodipendenze, al fine di ottenere informazioni su come avviare un percorso di disintossicazione.

25. Nella notte tra il 30 e 31 gennaio 2014, V.C. fu vittima di violenza sessuale commessa da due persone (si veda il paragrafo 54 infra). Il 31 gennaio la ricorrente si recò all'ospedale con un ufficiale della polizia e sua madre per farsi visitare.

26. Il 6 febbraio 2014 i servizi sociali indicarono al tribunale per i minorenni che avevano avuto diversi incontri con i genitori di V.C. e con la psicologa e lo psichiatra che seguivano la ricorrente, e lo informarono anche che la minore aveva accettato la proposta di essere collocata in una struttura adeguata al fine di seguire una cura di disintossicazione.

27. Il 7 febbraio 2014 i servizi sociali furono informati dell'aggressione subita dalla ricorrente.

28. Il 19 febbraio 2014 la presidente del tribunale chiese urgentemente ai servizi sociali di informarla sulle misure adottate in favore della minore. La presidente sottolineò che, tenuto conto dell'età di quest'ultima, era ancora possibile ottenere un cambiamento nel suo comportamento e occorreva mettere in atto un progetto al fine di sottrarla ai rischi cui era esposta.

29. Il 25 febbraio 2014, non avendo ricevuto alcuna informazione in merito alla situazione della minore, il tribunale per i minorenni chiese alle strutture competenti dei servizi sociali di preparare una relazione sulle misure adottate in favore dell'interessata.

30. Il 13 marzo 2014 il servizio competente in materia di tutela della salute mentale in età evolutiva informò il tribunale che la ricorrente era stata diagnosticata come asociale e tossicodipendente e aveva dato il suo consenso ad essere inserita in una comunità terapeutica, e che, di conseguenza, era stato chiesto al centro V.L. di prenderla in carico.

31. Il 17 marzo 2014 il servizio per le tossicodipendenze indicò al tribunale per i minorenni che la minore non aveva dato il suo consenso ad essere inserita in una comunità terapeutica e che prima di inserirla era comunque necessaria una perizia psichiatrica.

32. Il 27 marzo 2014, i servizi sociali chiesero il collocamento temporaneo della minore in comunità. Il 31 marzo 2014 la comunità scelta segnalò di non avere posti disponibili.

33. Con una relazione del 3 aprile 2014, il servizio per le tossicodipendenze informò il tribunale di avere scelto una comunità terapeutica in cui la minore avrebbe potuto seguire un percorso di riabilitazione.

34. Il 3 aprile 2014 i genitori di V.C. chiesero al tribunale di eseguire la decisione del 9 dicembre 2013, che prevedeva di collocare la minore in una struttura adeguata al fine di aiutarla. Chiesero anche che venisse nominato un curatore e fossero prese misure urgenti per proteggere la loro figlia.

35. Il 4 aprile 2014 il tribunale per i minorenni decise l'immediato collocamento della minore presso la comunità terapeutica Karisma. Questa misura divenne efficace il 14 aprile 2014.

36. Il 2 luglio 2014, gli educatori della comunità Karisma osservarono che la minore mostrava un comportamento difficile dovuto alla dipendenza da stupefacenti e alcool.

37. Il 19 dicembre 2014 la comunità Karisma informò i servizi sociali che i problemi della minore persistevano e che le sue infrastrutture non erano adeguate per farvi fronte, tenuto conto della tossicodipendenza dell'interessata. Chiese pertanto il trasferimento della minore in una struttura adeguata che fosse competente a farsi carico dei minori tossicodipendenti.

38. I servizi sociali non risposero a questa richiesta.

39. Il 7 settembre 2015, V.C. lasciò la comunità Karisma e ritornò con i genitori.

40. Il 22 ottobre 2015 i servizi sociali fecero pervenire una relazione al tribunale per i minorenni nella quale sottolineavano che si erano svolti due incontri con i genitori della ricorrente ed era stata eseguita una perizia psichiatrica. Secondo l'esperto, la minore soffriva di un disturbo delle capacità aritmetiche e le era stato consigliato di seguire una terapia farmacologica.

41. Il 19 maggio 2016 il tribunale per i minorenni tenne un'udienza alla quale i servizi sociali non parteciparono. In questa circostanza fu sentita la ricorrente, la quale riferì che aveva ricominciato a frequentare la scuola e che era ancora seguita dai servizi sociali, che aveva nuovi amici e guardava positivamente il periodo trascorso nella comunità terapeutica.

42. Il 1° giugno 2016 la procura espresse un parere favorevole alla prosecuzione del progetto realizzato. A questo riguardo, la ricorrente afferma che in realtà non era stato eseguito alcun progetto.

43. Il 22 dicembre 2016 il tribunale per i minorenni convocò due rappresentanti dei servizi sociali al fine di essere messo al corrente della situazione della minore. Secondo i servizi sociali, quest'ultima stava meglio e, di conseguenza, il loro intervento non era più necessario.

44. Il 10 gennaio 2017 il procuratore espresse parere favorevole alla chiusura del procedimento avviato ai sensi dell'articolo 25 del regio decreto n. 1404 del 1934.

45. Con decisione del 17 gennaio 2017, il tribunale chiuse il suddetto procedimento.

B. Il procedimento penale relativo alla rete di prostituzione

46. Nel mese di aprile 2013 fu avviata una indagine sulla rete di prostituzione; l'indagine fu chiusa nel dicembre 2013.

47. Il 25 settembre 2013, il procuratore presso il tribunale per i minorenni segnalò la situazione della minore al procuratore presso il tribunale penale di Roma.

48. La minore, che fu sentita il 4 e il 9 dicembre 2013 nell'ambito dell'inchiesta penale, dichiarò di essersi prostituita per conto di due persone.

49. Il 16 gennaio 2014 e il 6 febbraio 2014 furono arrestati due indagati.

50. Il 21 gennaio 2014 il pubblico ministero sentì nuovamente la ricorrente.

51. Il 26 marzo 2014, nell'ambito dell'incidente probatorio, la ricorrente ribadì di essersi prostituita per conto dei due indagati tra agosto e dicembre 2013.

52. Il 17 novembre 2014 il tribunale di Roma condannò i due indagati rispettivamente a cinque e a quattro anni di reclusione per prosenetismo e a versare un indennizzo alla ricorrente, che si era costituita parte civile. Secondo i giudici, i due colpevoli avevano esercitato pressioni sulla ricorrente per farla prostituire, avevano tratto profitto dalla prostituzione della ricorrente che era minorenne e si erano divisi i guadagni. Nella sua decisione, il tribunale dichiarò che la minore era stata vittima di sfruttamento sessuale da agosto a dicembre 2013 e che i colpevoli erano a conoscenza della sua età. Il 4 febbraio 2016 la corte d'appello confermò la condanna.

53. La ricorrente dichiara di non aver percepito la somma riconosciutale dai giudici a titolo di indennizzo.

C. Il procedimento penale relativo alla violenza sessuale sulla ricorrente

54. Nei confronti dei due indagati fu avviato un procedimento per violenza sessuale di gruppo sulla ricorrente nella notte dal 30 al 31 gennaio 2014. L'udienza preliminare fu fissata al 6 novembre 2015 dinanzi al tribunale di Roma. Si evince dal fascicolo che il 16 febbraio 2016 si è svolta un'altra udienza e che il procedimento sembra essere ancora pendente.

II. IL DIRITTO E LA PRASSI INTERNI PERTINENTI

55. Il regio decreto n. 1404 del 20 luglio 1934, convertito nella legge n. 835 del 1935, ha istituito i tribunali per i minorenni. Questa legge è stata successivamente modificata.

56. L'articolo 25 del regio decreto del 1934 prevede quanto segue in caso di irregolare condotta di un minore:

«Quando un minore degli anni 18 dà manifeste prove di irregolarità della condotta o del carattere, il procuratore della Repubblica, l'ufficio di servizio sociale minorile, i genitori, il tutore, gli organismi di educazione, di protezione e di assistenza dell'infanzia e dell'adolescenza, possono riferire i fatti al Tribunale per i minorenni, il quale, a mezzo di uno dei suoi componenti all'uopo designato dal presidente, esplica approfondite indagini sulla personalità del minore, e dispone con decreto motivato una delle seguenti

misure: 1) affidamento del minore al servizio sociale minorile; 2) collocamento in una casa di rieducazione od in un istituto medico-psico-pedagogico.»

L'articolo 25bis del suddetto regio decreto è così formulato:

«Il pubblico ufficiale o l'incaricato di pubblico servizio, qualora abbia notizia che un minore degli anni diciotto esercita la prostituzione [o è vittima di violenze sessuali], ne dà immediata notizia alla procura della Repubblica presso il tribunale per i minorenni, che promuove i procedimenti per la tutela del minore e può proporre al tribunale per i minorenni la nomina di un curatore. Il tribunale per i minorenni adotta i provvedimenti utili all'assistenza, anche di carattere psicologico, al recupero e al reinserimento del minore. Nei casi di urgenza il tribunale per i minorenni procede d'ufficio.»

L'articolo 27 di questo stesso testo dispone quanto segue:

«Nel caso in cui il tribunale abbia disposto la misura prevista dal n. 1 dell'art. 25, all'atto dell'affidamento è redatto verbale nel quale vengono indicate le prescrizioni che il minore dovrà seguire (...). Nel verbale può essere disposto l'allontanamento del minore dalla casa paterna. In tal caso deve essere indicato il luogo in cui il minore deve vivere. (...)

L'ufficio di servizio sociale minorile controlla la condotta del minore e lo aiuta a superare le difficoltà in ordine ad una normale vita sociale, anche mettendosi all'uopo in relazione con la sua famiglia (...). L'ufficio predetto riferisce periodicamente per iscritto o a voce al componente del tribunale designato, fornendogli dettagliate notizie sul comportamento del minore, delle persone che si sono prese cura di lui (...)

IN DIRITTO

I. SULLA RICEVIBILITÀ

57. Il Governo sostiene che la ricorrente non ha più la qualità di vittima. A questo proposito indica che le autorità hanno adottato tutte le misure necessarie per proteggerla inserendola in una struttura adeguata, presso la quale sarebbe rimasta per un anno, che i procedimenti penali condotti contro i suoi aggressori si sono conclusi e che i suoi genitori si sono costituiti parte civile.

58. Inoltre, il Governo sostiene che la ricorrente non ha esaurito le vie di ricorso interne in quanto il procedimento nazionale era ancora pendente al momento della presentazione del ricorso.

59. La ricorrente contesta la tesi del Governo. In particolare indica che l'azione delle autorità è stata inefficace e che le sue doglianze non vertono sui procedimenti penali a carico delle persone perseguite per violenza sessuale e prossenetismo.

60. La Corte ritiene, innanzitutto, come la ricorrente, che le doglianze di quest'ultima non vertano sui procedimenti penali per sfruttamento sessuale e violenza carnale. Per quanto riguarda poi l'eccezione del Governo relativa alla mancata qualità di vittima, la Corte ribadisce che una decisione o un provvedimento favorevole al ricorrente è, in linea di principio, sufficiente a privarlo della qualità di «vittima» solo qualora le autorità nazionali abbiano riconosciuto la violazione della Convenzione, espressamente o

sostanzialmente, e vi abbiano successivamente posto rimedio (Eckle c. Germania, 15 luglio 1982, §§ 69 e successivi, serie A n. 51, Amuur c. Francia, 25 giugno 1996, §36, Recueil des arrêts et décisions 1996-III, Dalban c. Romania [GC], n. 28114/95, § 44, CEDU 1999-VI, e Jensen c. Danimarca (dec.), n. 48470/99, CEDU 2001 X). Questa regola vale anche se l'interessato ottiene soddisfazione mentre il procedimento è già avviato dinanzi alla Corte; ciò dipende dal carattere sussidiario del sistema di garanzie della Convenzione (si veda, in particolare, Mikheyeva c. Lettonia (dec.), n. 50029/99, 12 settembre 2002). La questione di sapere se una persona possa ancora ritenersi vittima di una dedotta violazione della Convenzione implica essenzialmente che la Corte proceda ad un esame ex post facto della situazione della persona interessata (Scordino c. Italia (n.1) [GC], n. 36813/97, § 181, CEDU 2006-V).

61. Per quanto riguarda i fatti del caso di specie, la Corte ritiene che nella presente causa non vi sia stato né un riconoscimento implicito dell'esistenza di una violazione della Convenzione né un risarcimento per il periodo durante il quale la ricorrente si è trovata in una situazione di vulnerabilità in attesa che le autorità adottassero misure concrete per proteggerla.

62. Alla luce di quanto detto sopra, la Corte ritiene che la ricorrente possa ancora ritenersi vittima di una violazione degli articoli 3, 8 e 13 della Convenzione, e rigetta pertanto l'eccezione sollevata dal Governo a questo proposito.

63. Quanto all'eccezione relativa al mancato esaurimento delle vie di ricorso interne, la Corte nota innanzitutto che la ricorrente ha presentato il suo ricorso il 23 luglio 2014, mentre si trovava in comunità terapeutica, che l'inserimento in comunità è terminato nel settembre 2015 e che il procedimento è stato chiuso nel gennaio 2017 (paragrafo 44 supra). Rileva, inoltre, che il procedimento in causa, previsto dal regio decreto n. 1404 del 20 luglio 1934, non poteva offrire una correzione ai motivi della ricorrente relativi alla inerzia dei servizi sociali e al ritardo nell'attuazione delle misure di protezione. Inoltre, la Corte constata che i procedimenti penali avviati per sfruttamento sessuale e violenza carnale, che sono terminati rispettivamente nel 2016 e nel 2015, non sono oggetto del presente ricorso. Di conseguenza, la Corte ritiene che quest'ultimo non possa essere rigettato per mancato esaurimento delle vie di ricorso interne, nonostante il fatto che il procedimento previsto dal regio decreto n. 1404 del 20 luglio 1934 fosse pendente al momento di presentazione del ricorso. Ne consegue che l'eccezione del Governo deve essere rigettata.

64. Constatando che il ricorso non è manifestamente infondato ai sensi dell'articolo 35 § 3 a) della Convenzione e che non incorre peraltro in altri motivi di irricevibilità, la Corte lo dichiara ricevibile.

II. SULLA DEDOTTA VIOLAZIONE DEGLI ARTICOLI 3 E 8 DELLA CONVENZIONE

65. La ricorrente sostiene che, sebbene la minore sia vittima di una rete di prostituzione, non ha beneficiato di tutte le misure di protezione necessarie da parte delle autorità italiane. Invoca gli articoli 3 e 8 della Convenzione, che recitano:

Articolo 3

«Nessuno può essere sottoposto a tortura né a pene o trattamenti inumani o degradanti.»

Articolo 8

«1. Ogni persona ha diritto al rispetto della propria vita privata e familiare (...)»

A. Argomenti della ricorrente

66. La ricorrente afferma che, pur essendo minorenni e vulnerabili, non ha beneficiato delle misure di protezione necessarie da parte dello Stato. Le autorità non avrebbero dimostrato la diligenza richiesta e non avrebbero tenuto conto dei rischi che essa correva. L'interessata sarebbe stata lasciata senza protezione, in una situazione vulnerabile, a partire dal 20 aprile 2013, fino al giorno in cui è stata inviata nella comunità terapeutica Karisma, il 14 aprile 2014.

67. La ricorrente considera che la sua protezione fosse fondamentale e che il tribunale per i minorenni e i servizi sociali competenti l'abbiano lasciata per un certo periodo sola e indifesa. La stessa precisa che, per tutto il periodo in cui è stata presa in carico dai servizi sociali, ha sofferto un'assenza di controllo da parte di questi ultimi ed è stata violentata. A suo parere, il rischio di aggressione sessuale era prevedibile.

68. La ricorrente indica inoltre che i suoi genitori hanno chiesto l'adozione di una misura di protezione nel luglio 2013, che l'udienza dinanzi al tribunale per i minorenni è stata fissata per ottobre 2013 e che la decisione in merito al suo affidamento è stata presa nel dicembre 2013. A suo parere, si tratta di un tempo lunghissimo. La stessa aggiunge di essere stata vittima di sfruttamento sessuale tra agosto e dicembre 2013 e di essere stata vittima di stupro nel gennaio 2014.

69. A suo parere, le autorità non hanno fatto tutto quanto ci si poteva ragionevolmente attendere da esse per impedire il concretizzarsi di un rischio certo e immediato per la sua vita di cui le stesse erano o avrebbero dovuto essere a conoscenza.

70. A questo proposito, la ricorrente ritiene che le autorità siano rimaste passive, e al riguardo precisa che il tribunale per i minorenni ha disposto il suo affidamento dieci mesi dopo la domanda in tal senso presentata dai suoi genitori e che, una volta adottata la decisione, i servizi sociali non hanno adottato le misure necessarie affinché fosse mandata rapidamente in una struttura adeguata. Aggiunge che il giudice ha dovuto chiedere due volte ai servizi sociali di indicare quali misure fossero state adottate per proteggerla (paragrafi 28 e 29 supra).

71. La ricorrente indica anche che, dopo averla inserita nella comunità terapeutica, i servizi sociali si sono disinteressati di lei. Perciò, il suo reinserimento presso i genitori sarebbe stato esclusivamente deciso dagli educatori della comunità terapeutica che l'ha accolta; i servizi sociali non avrebbero mai espresso alcun parere in proposito; e, dopo il suo ritorno al domicilio familiare, non si sarebbero occupati di lei.

72. La ricorrente ritiene che, conformemente agli obblighi positivi derivanti dall'articolo 8 della Convenzione, le autorità avrebbero dovuto adottare misure urgenti, e precisa che, ben al contrario, tali autorità l'hanno lasciata in una situazione di vulnerabilità, mentre invece sarebbero state a conoscenza del pericolo che correva. L'inerzia delle autorità in

un primo tempo e quella dei servizi sociali in un secondo tempo l'avrebbero perciò privata della protezione richiesta.

73. Di conseguenza, per la ricorrente, le autorità non hanno rispettato gli obblighi positivi derivanti dagli articoli 3 e 8 della Convenzione.

B. Argomenti del Governo

74. Il Governo indica di avere adottato tutte le misure necessarie al fine di trovare una soluzione nella presente causa, e aggiunge che, data la complessità della situazione della ricorrente, legata a vari problemi relativi tra l'altro alla sua tossicodipendenza, non era facile trovare una struttura adeguata, in grado di monitorare la minore.

75. Il Governo afferma che, non appena i genitori della ricorrente hanno avvisato il tribunale per i minorenni che la stessa era esposta a vari pericoli, tra i quali il rischio di cadere in una rete di prostituzione di minori, è stata aperta un'inchiesta penale e i responsabili dei fatti in causa sono stati arrestati nel 2014. Le autorità, pertanto, avrebbero adottato tutte le misure necessarie per proteggere la ricorrente e per prevenire eventuali maltrattamenti.

76. Per quanto riguarda l'aggressione sessuale subita dalla ricorrente, il Governo considera che non poteva essere prevista dalle autorità, tanto più che, vivendo con i famigliari al momento della perpetrazione di tale reato, la minore non si sarebbe trovata esclusivamente sotto il controllo dello Stato.

77. Pertanto, il Governo ritiene che l'aggressione sessuale subita dalla ricorrente non possa essere considerata una conseguenza del ritardo dell'amministrazione nell'esecuzione della decisione del tribunale per i minorenni.

78. Il Governo è del parere che l'aggressione sessuale fosse la conseguenza di un comportamento imprevedibile e che, inoltre, le autorità abbiano fatto tutto quanto in loro potere per identificare i responsabili e rinviarli a giudizio.

79. Il Governo indica poi che l'affidamento di un minore ai servizi sociali non è di per sé una misura di protezione e deve essere considerato un aiuto accordato alla famiglia, data la necessità di ottenere il consenso del minore prima di collocarlo in un istituto e di mettere in atto una procedura terapeutica di sostegno. In particolare, il Governo richiama l'attenzione della Corte sulla duplice finalità perseguita dalla misura prevista dal regio decreto n. 1404 del 1934, convertito in legge n. 835 del 1935: tale misura sarebbe destinata, da una parte, a garantire il diritto all'educazione dei minori in difficoltà e, dall'altra, a prevenire la delinquenza giovanile.

80. Quanto al motivo di ricorso relativo all'articolo 8 della Convenzione, il Governo afferma che le autorità hanno adottato tutte le misure necessarie per proteggere la minore non appena sono venute a conoscenza dei rischi che quest'ultima correva.

81. Precisa che le autorità hanno sentito la ricorrente e i suoi genitori più volte allo scopo di cercare di scegliere la struttura più idonea a prendere in carico l'interessata e che parecchie tra le strutture interpellate non erano in grado di accoglierla.

82. Il Governo ritiene che le autorità abbiano adottato tutte le misure necessarie, dal momento che avrebbero immediatamente aperto un'inchiesta per sfruttamento sessuale e avrebbero condannato i responsabili del reato e identificato gli autori dell'aggressione sessuale subita dalla ricorrente. Facendo riferimento alla sentenza resa dalla Corte nella causa O'Keeffe c. Irlanda ([GC], n. 35810/09, §§ 191-192, CEDU 2014 (estratti)), il Governo afferma che la doglianza relativa all'articolo 8 della Convenzione non solleva alcuna questione diversa da quella posta sotto il profilo dell'articolo 3 della Convenzione.

C. Valutazione della Corte

1. Applicabilità dell'articolo 3 della Convenzione

83. Per rientrare nelle previsioni dell'articolo 3 della Convenzione, un maltrattamento deve raggiungere un livello minimo di gravità. La valutazione di tale minimo dipende dall'insieme degli elementi della causa, in particolare dalla durata del trattamento e dai suoi effetti fisici o psichici nonché, a volte, dal sesso, dall'età, dallo stato di salute della vittima, ecc. (idem, § 86), fermo restando che la circostanza che un trattamento non avesse lo scopo di umiliare o denigrare la vittima non esclude in maniera definitiva una constatazione di violazione dell'articolo 3 (si veda, tra altre, V. c. Regno Unito [GC], n. 24888/94, § 71, CEDU 1999 IX). Si deve tenere conto anche del contesto nel quale il trattamento è stato inflitto, come un'atmosfera di grande tensione e a forte carica emotiva (cfr., ad esempio, Selmouni, sopra citata, § 10; si veda anche, in particolare, Gäfgen, sopra citata, § 88) e dell'eventuale situazione di vulnerabilità nella quale potrebbe versare la vittima (Khlaifia e altri c. Italia [GC], n. 16483/12, § 160, CEDU 2016).

84. Nel caso di specie, la Corte rammenta che non viene contestato che la ricorrente si trovasse in una situazione di vulnerabilità: essa ritiene, di conseguenza, che la ricorrente possa essere considerata come rientrante nella categoria delle «persone vulnerabili» che hanno diritto alla protezione dello Stato (A. c. Regno Unito, 23 settembre 1998, § 22, Recueil 1998 VI). A questo proposito, essa prende atto delle violenze che la ricorrente ha subito, essendo stata vittima di sfruttamento sessuale per il periodo compreso tra fine agosto e dicembre 2013 e di uno stupro nel gennaio 2014. Essa osserva, inoltre, che le violenze inflitte all'interessata, che si sono tradotte in lesioni personali e pressioni psicologiche, sono sufficientemente gravi per raggiungere il livello di gravità necessario per rientrare nell'articolo 3 della Convenzione e che, pertanto, tale disposizione si applica nel caso di specie.

2. Applicabilità dell'articolo 8 della Convenzione

85. La Corte osserva che l'applicabilità dell'articolo 8 della Convenzione non viene messa in discussione tra le parti e ritiene che non sussistano dubbi sul fatto che le violenze subite dalla ricorrente, che violavano il diritto della stessa al rispetto della sua integrità fisica (M.P. e altri c. Bulgaria, n. 22457/08, § 110, 15 novembre 2011), sono state destabilizzanti per lo svolgimento della vita quotidiana dell'interessata e hanno pregiudicato la sua vita privata. Inoltre, la stessa rammenta di avere già dichiarato che l'integrità fisica e morale di un individuo è incorporata nella nozione di vita privata, che si estende anche ai rapporti degli individui tra loro. Del resto, sembra non esservi alcuna

ragione di principio per considerare che le violazioni dell'integrità fisica sono escluse dalla nozione di «vita privata» (M.C., sopra citata § 150).

86. Ne consegue che questa disposizione è applicabile nel caso di specie.

3. Conclusione

87. Tenuto conto di quanto sopra esposto, nonché della natura e della sostanza delle doglianze espresse dalla ricorrente nel caso di specie, la Corte ritiene opportuno esaminarle dal punto di vista degli articoli 3 e 8 della Convenzione.

4. Sulla violazione degli articoli 3 e 8 della Convenzione

a) Principi applicabili

88. La Corte rammenta anzitutto che il divieto di trattamenti inumani e degradanti è uno dei valori fondamentali delle società democratiche (si vedano, tra molte altre, *Selmouni c. Francia* [GC], n. 25803/94, § 95, CEDU 1999 V, *Gäfgen c. Germania* [GC], n. 22978/05, § 87, CEDU 2010, *El-Masri c. l'ex-Repubblica jugoslava di Macedonia* [GC], n. 39630/09, § 195, CEDU 2012, e *Mocanu e altri c. Romania* [GC], nn. 10865/09, 45886/07 e 32431/08, § 315, CEDU (estratti)). Si tratta anche di un valore di civiltà strettamente legato al rispetto della dignità umana, che fa parte del nucleo stesso della Convenzione (*Bouyid c. Belgio* [GC], n. 23380/09, §§ 81 e 89-90, CEDU 2015). Il divieto in questione è assoluto, in quanto non ammette alcuna deroga, nemmeno in caso di pericolo pubblico che minacci la vita della nazione, e anche nelle circostanze più difficili, come la lotta contro il terrorismo e la criminalità organizzata, quale che sia il comportamento della persona interessata (si vedano, in particolare, *Georgia c. Russia (I)* [GC], n. 13255/07, § 192, CEDU 2014 (estratti), *Svinarenko e Slyadnev c. Russia* [GC], nn. 32541/08 e 43441/08, § 113, CEDU 2014 (estratti), e *Bouyid*, sopra citata, § 81).

89. La Corte rammenta che, combinato con l'articolo 3, l'obbligo che l'articolo 1 della Convenzione impone alle Alte Parti contraenti di garantire a ogni persona sottoposta alla loro giurisdizione i diritti e le libertà sanciti dalla Convenzione impone loro di adottare misure idonee a impedire che tali persone siano sottoposte a maltrattamenti, anche da parte di privati (*A. c. Regno Unito*, sopra citata, § 22, *Z e altri c. Regno Unito* [GC], n. 29392/95, §§ 73-75, CEDU 2001-V, *E. e altri c. Regno Unito*, n. 33218/96, 26 novembre 2002, e *M.C. c. Bulgaria*, n. 39272/98, § 149, CEDU 2003 XII). Tali misure devono fornire una protezione effettiva soprattutto per quanto riguarda i minori, che sono particolarmente vulnerabili, rispetto a varie forme di violenza, e includere misure ragionevoli volte a impedire i maltrattamenti di cui le autorità erano o avrebbero dovuto essere a conoscenza, nonché una prevenzione efficace che ponga i minori al riparo da forme così gravi di violazione dell'integrità della persona (si vedano, *mutatis mutandis*, *Osman c. Regno Unito*, 28 ottobre 1998, § 116, *Recueil 1998-VIII*, e *E. e altri c. Regno Unito*, n. 33218/96, § 88, 26 novembre 2002, *Z e altri*, sopra citata, § 73, e *M.P. e altri*, sopra citata, § 108). Misure di questo tipo devono mirare a garantire il rispetto della dignità umana e la protezione dell'interesse superiore del minore (*C.A.S. e C.S. c. Romania*, n. 26692/05, § 82, 20 marzo 2012, e *Pretty c. Regno Unito*, n. 2346/02, § 65, CEDU 2002 III).

90. Considerate le difficoltà per la polizia di esercitare le proprie funzioni nelle società contemporanee, l'imprevedibilità del comportamento umano e le scelte operative da fare in termini di priorità e risorse, si deve tuttavia interpretare tale obbligo positivo in modo tale da non imporre alle autorità un onere insopportabile o eccessivo. Ogni presunta minaccia contro la vita non obbliga le autorità, rispetto alla Convenzione, ad adottare misure concrete per prevenirne la realizzazione. Perché si possa parlare di obbligo positivo, deve essere accertato che le autorità erano o avrebbero dovuto essere a conoscenza all'epoca dell'esistenza di un rischio reale e immediato per un individuo identificato di subire maltrattamenti per atti criminali commessi da terzi e che esse non hanno adottato, nell'ambito delle loro attribuzioni, misure che avrebbero potuto ragionevolmente essere considerate di natura tale da evitare questo rischio. Un'altra considerazione pertinente è la necessità di assicurarsi che la polizia eserciti il proprio potere di stroncare e di prevenire la criminalità rispettando pienamente le vie legali e le altre garanzie che limitano legittimamente la portata dei suoi atti di indagine penale e di traduzione dei delinquenti in giustizia, ivi comprese le garanzie di cui all'articolo 8 della Convenzione (Đorđević c. Croazia, n. 41526/10, §§ 139, CEDU 2012 e le citazioni ivi contenute).

91. Per quanto riguarda la protezione dell'integrità fisica e morale di un individuo di fronte ai terzi, la Corte ha già affermato che gli obblighi positivi che gravano sulle autorità – in alcuni casi in virtù dell'articolo 2 o dell'articolo 3 della Convenzione, e in altri casi in virtù dell'articolo 8, considerato separatamente o in combinato disposto con l'articolo 3 della Convenzione – possono comportare un dovere di mettere in atto e applicare in pratica un quadro giuridico adatto che offra una protezione contro gli atti di violenza che possano essere commessi da privati (si vedano, tra altre, Osman c. Regno Unito, 28 ottobre 1998, §§ 128-130, Recueil 1998 VIII, Bevacqua e S. c. Bulgaria, n. 71127/01, § 65, 12 giugno 2008, Sandra Janković c. Croazia, n. 38478/05, § 45, 5 marzo 2009, A c. Croazia, n. 55164/08, § 60, 14 ottobre 2010, e Đorđević, sopra citata, §§ 141-143).

92. Ciò premesso, non rientra tra le attribuzioni della Corte quella di sostituirsi alle autorità nazionali ed effettuare al posto di queste ultime una scelta tra l'ampia gamma di misure idonee a garantire il rispetto degli obblighi positivi che l'articolo 3 della Convenzione impone loro (idem, § 165). Peraltro, in virtù dell'articolo 19 della Convenzione e del principio secondo il quale lo scopo di quest'ultima consiste nel garantire diritti non teorici o illusori, ma concreti ed effettivi, la Corte deve vigilare affinché gli Stati adempiano correttamente al loro obbligo di proteggere i diritti delle persone poste sotto la loro giurisdizione (Sandra Janković, sopra citata, § 46, e Hajduová c. Slovacchia, n. 2660/03, § 47, 30 novembre 2010). La questione dell'adeguamento della risposta delle autorità può sollevare un problema rispetto alla Convenzione (Bevacqua e S., sopra citata, § 79).

93. L'obbligo positivo di proteggere l'integrità fisica dell'individuo si estende alle questioni riguardanti l'effettività di un'inchiesta penale, il che non può essere limitato ai soli casi di maltrattamenti inflitti da agenti dello Stato (M.C., sopra citata, § 151).

94. Questo aspetto dell'obbligo positivo non richiede necessariamente una condanna ma l'applicazione effettiva delle leggi, in particolare penali, per assicurare la protezione dei diritti garantiti dall'articolo 3 della Convenzione (M.G. c. Turchia, n. 646/10, § 80, 22 marzo 2016).

95. Un'esigenza di celerità e di diligenza ragionevole è implicita nell'obbligo di indagare. I meccanismi di protezione previsti nel diritto interno devono funzionare nella pratica entro termini ragionevoli che permettano di concludere l'esame del merito delle cause concrete che sono sottoposte alle autorità (Opuz c. Turchia, n. 33401/02, §§ 150-151, CEDU 2009). In effetti, l'obbligo dello Stato rispetto all'articolo 3 della Convenzione non può considerarsi soddisfatto se i meccanismi di tutela previsti nel diritto interno esistono soltanto in teoria: occorre soprattutto che essi funzionino effettivamente in pratica, il che presuppone un esame della causa tempestivo e senza inutili ritardi.

b) Applicazione dei principi sopra menzionati al caso di specie

96. Nella presente causa, non vi sono dubbi sul fatto che le violenze subite dalla ricorrente rientrano nel campo di applicazione dell'articolo 3 della Convenzione e costituiscono una ingerenza nel diritto di quest'ultima al rispetto della sua integrità fisica, sancito dall'articolo 8 della Convenzione.

97. La Corte deve valutare se la legislazione e la sua applicazione nel caso di specie, associata alla lamentata inerzia dei servizi sociali, siano state lacunose al punto da comportare una violazione degli obblighi positivi che incombono allo Stato convenuto in virtù degli articoli 3 e 8 della Convenzione.

98. La questione principale che si pone nel caso di specie è dunque quella di stabilire se le autorità abbiano adottato tutte le misure necessarie per prevenire le violenze alle quali la ricorrente era esposta e per proteggere la sua integrità fisica.

99. La Corte cercherà di stabilire anzitutto se le autorità competenti fossero o avrebbero dovuto essere al corrente della situazione di vulnerabilità della ricorrente.

100. A questo proposito, la Corte constata che dal fascicolo risulta che, fin dall'aprile 2013, le autorità erano a conoscenza della condotta irregolare della minore, che era stata trovata in possesso di alcool e di droga, in quanto il procuratore presso il tribunale per i minorenni era stato informato della situazione.

101. Essa osserva anche che, nel maggio e nel giugno 2013, i genitori della minore hanno informato le autorità della situazione di disagio nella quale si trovava la figlia, che soffriva di un disturbo bipolare e di un deficit dell'attenzione e mostrava anche segni di una personalità borderline e antisociale (si veda paragrafo 8 supra). I genitori hanno anche suggerito, producendo i relativi documenti giustificativi, il rischio che quest'ultima cadesse in una rete di prostituzione.

102. Alla luce di questi elementi, la Corte è convinta che le autorità nazionali fossero a conoscenza della situazione di vulnerabilità della minore e del rischio reale e immediato che la stessa correva, e deve pertanto valutare se le stesse autorità abbiano, tenuto conto delle circostanze del caso di specie, adottato tutte le misure ragionevoli per proteggere la ricorrente, e questo fin da quando sono state informate dei rischi che quest'ultima correva.

103. La Corte rileva perciò che le autorità hanno immediatamente avviato un'inchiesta penale, ma che non è stata adottata alcuna misura di protezione nei confronti della

ricorrente che, all'epoca, aveva quindici anni. In effetti, benché il procuratore, fin dal 2 luglio 2013 (paragrafo 12 supra), abbia chiesto l'avvio di una procedura d'urgenza e il collocamento della minore in una struttura adeguata e il suo affidamento ai servizi sociali, il tribunale per i minorenni ha impiegato più di quattro mesi per prendere una decisione.

104. La Corte osserva anche che dal procedimento penale relativo alla rete di prostituzione risulta che, nel periodo in questione, la minore è stata vittima di sfruttamento sessuale (paragrafo 52 supra): la ricorrente veniva dunque indotta a prostituirsi e una parte dei suoi guadagni erano dovuti ai maneggi dei due membri della rete di prostituzione.

105. La Corte osserva che, in seguito alla decisione del tribunale per i minorenni di dicembre 2013, i servizi sociali hanno impiegato più di quattro mesi per mettere in atto l'affidamento della minore, nonostante le domande fatte in tal senso dai genitori di quest'ultima e due richieste di informazioni urgenti formulate dal tribunale per i minorenni (paragrafi 28 e 29 supra).

106. La Corte osserva che, nell'intervallo, la minore è stata vittima di uno stupro (paragrafo 25 supra), che un'inchiesta penale è stata aperta a tale riguardo per violenza sessuale di gruppo, che i presunti autori del reato sono stati identificati e che il procedimento è pendente dinanzi al tribunale di Roma (si veda il paragrafo 54 supra).

107. La Corte ritiene che, per quanto riguarda la valutazione del rispetto da parte dello Stato dei suoi obblighi derivanti dagli articoli 3 e 8 della Convenzione, un peso considerevole deve essere accordato agli sforzi fatti dai servizi sociali e/o di tutela dell'infanzia allo scopo di adottare le misure di protezione dei minore (si veda, *mutatis mutandis*. M.P. e altri, sopra citata, § 116).

108. Nella fattispecie, la Corte osserva che sono serviti quattro mesi al tribunale per i minorenni, a decorrere dal giorno in cui è venuto a conoscenza della situazione difficile e pericolosa in cui versava la ricorrente, (si veda il paragrafo 12 supra) per adottare le misure di protezione previste dalla legge e richieste dal procuratore, mentre i rischi che la minore fosse vittima di sfruttamento sessuale erano noti, dato che era in corso un'inchiesta penale e che i genitori della minore avevano informato le autorità.

109. La Corte non è convinta dall'argomento del Governo secondo il quale, in assenza di consenso della minore, la collocazione in un istituto, ordinata dal tribunale nella sua decisione del 9 dicembre 2013 (si veda il paragrafo 17 supra), non era possibile. Anche a voler supporre che fosse così, la Corte osserva al riguardo che, sebbene la minore avesse negato il consenso all'inserimento in comunità nel dicembre 2013 (paragrafo 22 supra), vi aveva invece acconsentito nel gennaio 2014 (paragrafo 23 supra), ossia tre mesi prima di essere collocata nella comunità Karisma (paragrafo 35 supra). La Corte conclude da ciò che l'assenza del consenso, in un determinato momento, non dispensava, di per sé, lo Stato dall'adottare rapidamente misure di protezione di un minore adeguate e sufficienti, che potessero assicurare la conformità con gli obblighi positivi imposti dagli articoli 3 e 8 della Convenzione. Peraltro, considerato il comportamento dei servizi sociali che non si presentavano alle udienze (paragrafi 14 e 15 supra) e il tempo da essi impiegato per scegliere una struttura di accoglienza – e questo nonostante il carattere urgente della domanda formulata dal

presidente del tribunale per quanto riguarda le misure adottate in favore della minore, che versava in una situazione difficile –, la Corte conclude che vi è stata una mancanza di reale coinvolgimento di detti servizi nell'esecuzione della decisione del tribunale per i minorenni.

110. Per la Corte, spettava alle autorità nazionali tenere conto della situazione di particolare vulnerabilità, morale e fisica, nella quale versava la ricorrente e valutare la situazione di conseguenza, adottando misure di protezione adeguate entro un breve termine. Così non è stato nel caso di specie.

111. La Corte constata che, contrariamente ai giudici penali che hanno agito rapidamente, in realtà le autorità competenti (tribunale per i minorenni e servizi sociali) non hanno adottato alcuna misura di protezione in tempi brevi sebbene sapessero che la ricorrente era vulnerabile, che era ancora pendente un procedimento, che la riguardava, per sfruttamento sessuale, e che era in corso un'inchiesta per violenza sessuale di gruppo. In questo modo, le autorità non hanno proceduto ad una valutazione dei rischi che correva la ricorrente.

112. In queste circostanze, secondo la Corte non si può considerare che le autorità abbiano dato prova della diligenza richiesta. Pertanto, essa ritiene che le stesse non abbiano adottato, in tempo utile, tutte le misure ragionevoli per impedire gli abusi di cui la ricorrente è stata vittima.

113. Pertanto, la Corte conclude che vi è stata violazione degli articoli 3 e 8 della Convenzione.

III. SULLA DEDOTTA VIOLAZIONE DELL'ARTICOLO 13 DELLA CONVENZIONE

114. La ricorrente afferma di non avere avuto a disposizione un ricorso nel diritto interno per lamentare le violazioni da lei subite, e invoca l'articolo 13 della Convenzione, che recita:

«Ogni persona i cui diritti e le cui libertà riconosciuti nella (...) Convenzione siano stati violati, ha diritto a un ricorso effettivo davanti a un'istanza nazionale, anche quando la violazione sia stata commessa da persone che agiscono nell'esercizio delle loro funzioni ufficiali.»

115. Il Governo contesta questa tesi.

116. Considerata la constatazione di violazione alla quale è giunta dal punto di vista degli articoli 3 e 8 della Convenzione (paragrafo 113 supra), la Corte ritiene di avere esaminato la questione giuridica principale posta dalla presente causa. Tenuto conto di tutti i fatti della causa e degli argomenti delle parti, essa ritiene che non sia necessario esaminare gli stessi fatti dal punto di vista dell'articolo 13 della Convenzione (Centro risorse giuridiche in nome di Valentin Câmpeanu c. Romania [GC], n. 47848/08, § 156, CEDU 2014 e le citazioni ivi contenute).

IV. SULL'APPLICAZIONE DELL'ARTICOLO 41 DELLA CONVENZIONE

117. Ai sensi dell'articolo 41 della Convenzione,

«Se la Corte dichiara che vi è stata violazione della Convenzione o dei suoi Protocolli e se il diritto interno dell'Alta Parte contraente non permette se non in modo imperfetto di rimuovere le conseguenze di tale violazione, la Corte accorda, se del caso, un'equa soddisfazione alla parte lesa.»

A. Danno

118. La ricorrente chiede la somma di 150.000 euro (EUR) per il danno morale che afferma di aver subito.

119. Il Governo contesta la richiesta.

120. La Corte considera doversi accordare alla ricorrente la somma di 30.000 EUR per il danno morale.

B. Spese

121. Producendo i relativi documenti giustificativi, la ricorrente chiede anche la somma di 4.152,10 EUR per le spese sostenute dinanzi ai giudici nazionali e la somma di 19.153,65 EUR per le spese sostenute per il procedimento dinanzi alla Corte.

122. Il Governo contesta la pretesa formulata dalla ricorrente, argomentando che la stessa non ha dimostrato di avere sostenuto le spese richieste.

123. Secondo la giurisprudenza della Corte, un ricorrente può ottenere il rimborso delle spese sostenute solo nella misura in cui ne siano accertate la realtà e la necessità, e il loro importo sia ragionevole. Nella fattispecie, tenuto conto dei documenti di cui dispone e della sua giurisprudenza, la Corte respinge la domanda relativa alle spese sostenute per il procedimento nazionale, e ritiene invece ragionevole la somma di 10.000 EUR per il procedimento dinanzi ad essa, e la accorda alla ricorrente.

C. Interessi moratori

124. La Corte ritiene opportuno basare il tasso degli interessi moratori sul tasso di interesse delle operazioni di rifinanziamento marginale della Banca centrale europea maggiorato di tre punti percentuali.

PER QUESTI MOTIVI, LA CORTE, ALL'UNANIMITÀ,

1. *Dichiara* il ricorso ricevibile;
2. *Dichiara* che vi è stata violazione degli articoli 3 e 8 della Convenzione;
3. *Dichiara* non doversi esaminare la doglianza relativa all'articolo 13 della Convenzione;
4. *Dichiara*
 - a. che lo Stato convenuto deve versare alla ricorrente, entro tre mesi dalla data in cui la sentenza sarà divenuta definitiva ai sensi dell'articolo 44 § 2 della Convenzione, le seguenti somme:

- i. 30.000 EUR (trentamila euro), più l'importo eventualmente dovuto a titolo di imposta, per il danno morale,
 - ii. 10.000 EUR (diecimila euro), più l'importo eventualmente dovuto dalla ricorrente a titolo di imposta, per le spese;
- b. che a decorrere dalla scadenza di detto termine e fino al versamento tali importi dovranno essere maggiorati di un interesse semplice a un tasso equivalente a quello delle operazioni di rifinanziamento marginale della Banca centrale europea applicabile durante quel periodo, aumentato di tre punti percentuali;
5. *Respinge* la domanda di equa soddisfazione per il resto.

Fatta in francese, poi comunicata per iscritto il 1° febbraio 2018, in applicazione dell'articolo 77 §§ 2 e 3 del regolamento della Corte.

Linus-Alexandre
Presidente

Sicilianos

Renata
Cancelliere aggiunto

Degener

Alla presente sentenza è allegata, conformemente agli articoli 45 § 2 della Convenzione e 74 § 2 del regolamento, l'esposizione dell'opinione separata del giudice Wojtyczek.

L.A.S.
R.D.

OPINIONE CONCORDANTE DEL GIUDICE WOJTYCZEK

1. Concordo con i miei colleghi riguardo al dispositivo della sentenza emessa nel caso di specie, ma desidero tuttavia aggiungere alcune sfumature per quanto riguarda la motivazione.

2. Questa causa riguarda una minore che aveva 17 anni al momento in cui è stato presentato il ricorso. La formulazione della motivazione può sollevare dubbi circa la ricevibilità del ricorso.

Di norma, i minori sono rappresentati dai loro genitori, che prendono le decisioni sull'uso delle vie legali per far valere i diritti dei loro figli. In particolare, spetta ai genitori presentare alla Corte un ricorso che riguardi i diritti dei figli. In questo contesto noto che il ricorso presentato a nome della ricorrente è stato debitamente firmato da entrambi i genitori. Il ricorso è pertanto ricevibile. Osservo anche che la ricorrente, dopo aver raggiunto la maggiore età, ha espresso – in vari modi – la sua intenzione di proseguire la procedura dinanzi alla Corte.

3. Il compito di proteggere i bambini dagli abusi connessi all'uso di droga e alla prostituzione spetta in primo luogo ai genitori, in quanto il ruolo dello Stato è prima di tutto quello di rafforzare la potestà genitoriale e di aiutare i genitori a esercitarla in modo efficace. La difficoltà della presente causa è legata all'incapacità dei genitori di proteggere la loro figlia dalla droga e dalla prostituzione. Nella motivazione della sentenza, la Corte ha espresso l'opinione secondo la quale le

autorità italiane non hanno adottato tutte le misure ragionevoli per impedire gli abusi di cui la ricorrente è stata vittima. Al tempo stesso, la Corte indica implicitamente che la misura adeguata era l'inserimento dell'interessata nella comunità Karisma. Questa soluzione, tuttavia, non è priva di problemi. Va osservato, in primo luogo, che i genitori hanno chiesto alle autorità di agire, ma sembrano aver accettato l'affidamento della figlia solo il 3 aprile 2014. Inoltre, va osservato che la misura proposta ha portato a limitare considerevolmente la libertà della ricorrente e l'interessata vi si è opposta fino a gennaio 2014. Il ricorso equivale a contestare alle autorità italiane di non aver agito contro la volontà della ricorrente in quanto minorenni e di non aver limitato la libertà personale dell'interessata. In altre parole, la ricorrente lamenta che le autorità non sono riuscite a proteggerla non solo da terze persone, ma anche da se stessa. E' innegabile che i genitori e, eventualmente le autorità, possono e devono proteggere un minore da se stesso qualora il suo interesse lo richieda. Tuttavia, è difficile, se non impossibile, trattare efficacemente la tossicodipendenza senza ottenere la collaborazione del paziente, anche adolescente, e soprattutto senza guadagnarsi la sua fiducia. Le autorità italiane si sono trovate ad affrontare una situazione particolarmente difficile. D'altro canto, è innegabile che le autorità non hanno adempiuto al primo obbligo in questa causa, che era quello di condurre il procedimento dinanzi al tribunale per i minorenni con la celerità richiesta e di pronunciarsi nel merito. Risulta dal fascicolo che i servizi competenti non hanno cercato di fornire ai genitori una adeguata consulenza psicologica e l'assistenza necessaria prima di chiedere restrizioni della potestà genitoriale. Inoltre, non è stato dimostrato che i vari servizi abbiano compiuto gli sforzi necessari per cercare di convincere la ricorrente della necessità di un trattamento della tossicodipendenza e guadagnarsi la sua fiducia. Queste considerazioni sono sufficienti per concludere che vi è stata una violazione della Convenzione nelle circostanze della presente causa.